



Association Rivière  
Rhône Alpes

# Agriculture et pollutions diffuses

Contexte réglementaire, économique et exemples d'interventions



Journée technique d'information et d'échanges

Mardi 23 mai 2006

Agence de l'Eau Rhône Méditerranée & Corse

Avec le soutien de :

**RhôneAlpes** Région

agence  
de l'eau  
rhône méditerranée & corse



# PROGRAMME DE LA JOURNÉE

**Contexte** : Comme toute activité humaine, l'agriculture est source de pressions sur la ressource et les milieux. Mais le développement à marche forcée de son intensivité depuis les années 50, participe fortement sur certains territoires à des dégradations de la qualité de l'eau pouvant être incompatibles avec les usages attendus. Si dans certains systèmes de production agricoles le coût de la protection d'une eau de bonne qualité est intégré dans les coûts de production, chez d'autres, il est clairement externalisé et repose sur un système de compensation économique agro environnementales. Dans le cadre de la future loi sur l'eau, le débat sur ces questions est vif et combine plusieurs aspects : développement rural, maintien du tissu social, préservation du milieu, système pollueur payeur, solidarité nationale ou locale...

**Objectifs** : Mettre en relation le monde agricole et le monde de l'eau pour permettre un échange direct à partir de retour d'expériences. Il n'y a pas une solution type au problème de résorption des pollutions diffuses agricoles mais des exemples variés d'intervention incitant les agriculteurs à faire évoluer leurs pratiques. Comment ces partenariats entre acteurs de l'eau et acteurs agricoles pourront ou devront-ils évoluer ? Quels sont ou seront les rôles et responsabilités de chacun ? Quelle part pour l'action incitative, quelle part pour le réglementaire ? Quels sont les facteurs extérieurs qui peuvent faciliter ou au contraire réduire les effets d'une politique publique volontariste ? Voilà quelques questions que les débats de cette journée essaieront d'éclairer.

<b>09:00</b>	<b>Accueil des participants</b>
<b>09:25</b>	<b>Ouverture</b> : Association Rivière Rhône Alpes
<b>09:35</b>	<b>Dispositifs agro environnementaux</b> : Jean-Marie VINATIER, Chambre régionale d'agriculture Enjeux agro environnementaux, dispositifs actuellement mis en place et rôle des acteurs du monde agricole
<b>10:15</b>	<b>Contexte économique des exploitations agricoles</b> : Laurent JOYET, Chambre régionale d'agriculture Evolution de la PAC et contraintes économiques des systèmes d'exploitation agricoles
<b>11:00</b>	<b>Présentation des actions de la « cellule régionale pesticide »</b> : Marie-Christine SIMON, CROPPP Mise en place d'outils diagnostic, détermination des zones prioritaires
<b>11:30</b>	<b>Pause</b>
<b>11:50</b>	<b>Présentation des actions du service de l'eau de la ville de Rennes pour la protection des captages</b> : Daniel HELLE, Syndicat Mixte de Production d'eau potable du Bassin Rennais Limites et application du remembrement, acquisitions et conventionnements pour la protection des captages
<b>12h40</b>	<b>Retour d'expérience</b> : Stéphane KIHL, Syndicat Mixte Veyle Vivante Plan d'action phytosanitaire sur un micro bassin pilote
<b>13:30</b>	<b>Déjeuner</b>
<b>15h00</b>	<b>Retour d'expérience</b> : Laurence GARNIER, Chambre d'agriculture de l'Ain Plan d'action phytosanitaire sur le bassin du Toison, affluent de l'Ain
<b>15:40</b>	<b>Exemple de partenariat en Nord-Isère</b> : Christine BOSCH, Chambre d'agriculture de l'Isère & Elisabeth GALLIEN, SAGE de la Bourbre
<b>16:45</b>	<b>Echanges &amp; débats</b>
<b>17:15</b>	<b>Fin de la journée</b>

# QUI SOMMES NOUS ?

## L'Association Rivière Rhône Alpes a été créée le 13 août 1999

Le rôle principal de l'association est l'animation du réseau régional des techniciens et gestionnaires de milieux aquatiques à travers des actions permettant l'échange de connaissances et d'expériences. Au 31 décembre 2005 l'association comptait 183 adhérents dont 38 personnes morales (conseils généraux, syndicats, parcs naturels, intercommunalités, bureaux d'études, universités...)

## Les Objectifs : Favoriser la gestion intégrée des milieux aquatiques

L'article 2 des statuts, en exposant les objectifs de l'association, exprime sa vocation : « Favoriser la connaissance et l'échange entre les professionnels intervenant dans le domaine de l'eau. Le véritable enjeu pour tous les adhérents étant celui de l'amélioration de l'état des milieux aquatiques ».

## Les Activités de Rivière Rhône Alpes

Afin d'assurer l'animation générale du réseau et d'assister les professionnels qui s'investissent dans cette mission, l'association mène les actions suivantes :

- Organisation de journées techniques d'information et d'échanges (thèmes 2002-2006) :  
Le SEQ-eau > gestion des débits d'étiages > SDAGE RMC > assainissement non collectif > gestion piscicole > microcentrales > eau et aménagement du territoire > gestion de crises - les inondations > restauration et entretien de la ripisylve > protection et restauration des berges > gestion de crises - la sécheresse > gestion des milieux aquatiques > inondations et prévention réglementaire > métier de chef d'équipe > gestion des alluvions > gestion de l'eau et participation du public > gestion des espèces envahissantes > pollutions accidentelles > inondations et PPR > conflits et médiation dans le domaine de l'eau > zones humides > évaluation des procédures de GMA > espaces de liberté des cours d'eau > hydroélectricité > travaux post-crues > restauration physique des cours d'eau > agriculture et pollutions diffuses...
- Elaboration d'un annuaire professionnel des acteurs et gestionnaires des milieux aquatiques de Rhône-Alpes, rédaction d'un recueil de cahiers des charges études et travaux, constitution d'un Bordereau de Prix Unitaires
- Animation du site internet : [www.riviererrhonealpes.org](http://www.riviererrhonealpes.org)
- Réalisation d'une enquête salaire auprès des professionnels des métiers de l'eau travaillant pour les collectivités publiques
- Participation à l'élaboration du dispositif formation 2004-2006 « Les milieux aquatiques » mis en place par le CNFPT

## Les Moyens

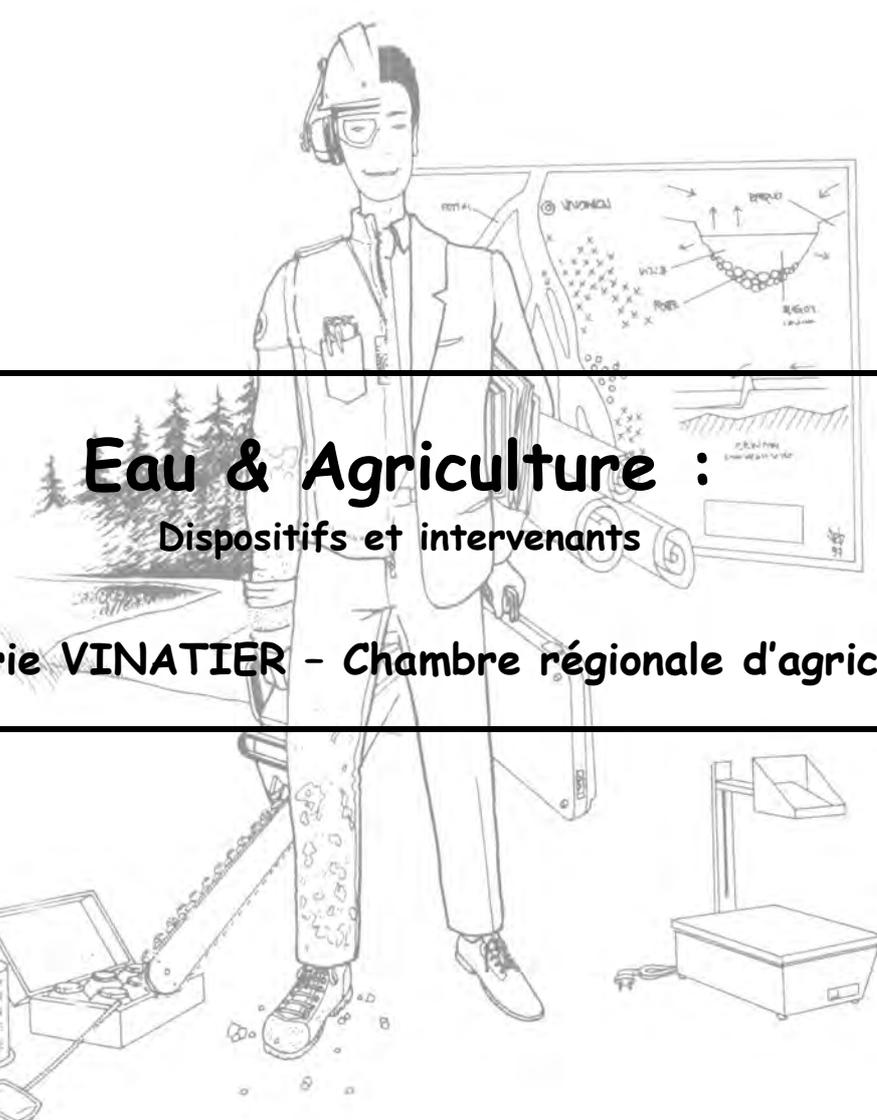
Un Conseil d'Administration se réunissant tous les trois mois, un animateur à temps plein, des membres actifs, des ateliers thématiques...

Des partenaires techniques et financiers : l'Agence de l'Eau RM&C, la Région Rhône-Alpes, la DIREN Rhône-Alpes. Un hébergement au musée de l'eau à Pont-en-Royans (38).

# LISTE DES PARTICIPANTS

	NOM	FONCTION	ORGANISME	VILLE	TEL	MAIL
1	François ALBERT	Animateur Agri-environnement	CC Pays de Romans	26103 ROMANS SUR ISÈRE	04 75 70 87 50	francois.albert@pays-de-romans.org
2	Christelle ARLAUD	Etudiante	Lycée Agrotec	38206 VIENNE Cédex	04 74 85 18 63	
3	Jérôme ARMAND	Recherche d'emploi	Rivière Rhône Alpes	07220 ST MONTAN	04 75 52 58 95	jerome.armand7@wanadoo.fr
4	Alexandre BACHER	Chargé de mission	CC Pays d'Amplepuis -Thizy	69550 CUBLIZE	04 74 89 50 67	environnement@ccpat.org
5	Mathilde BAELDEN	Conseillère territoriale	Chambre d'agriculture de la Loire	42272 SAINT PRIEST LA JOUY	04 77 92 12 12	mathilde.baelden@loire.chambagri.fr
6	Jérôme BAISSÉ	Etudiant	Lycée Agrotec	38206 VIENNE Cédex	04 74 85 18 63	
7	Christian BALUFIN	Directeur	ASA Meyne et cours d'eau d'Orange	84100 ORANGE	04 90 34 04 60	syndicatmeyne@wanadoo.fr
8	Bernard BARRAQUE	Directeur de chercheur	CNRS	77455 MARNE LA VALLEE	01 64 15 38 23	barraque@encp.fr
9	Julie BERNADOU	Animatrice P'il'azote	Chambre d'agri. Isère	38100 GRENOBLE	04 74 85 18 63	julie.bernadou@isere.chambagri.fr
10	Cécile BERNIER	Recherche d'emploi	Rivière Rhône Alpes	69007 LYON	04 78 61 31 04	bemiercecile@free.fr
11	Julien BIGUE	Animateur	Rivière Rhône Alpes	38680 PONT EN ROYANS	04 76 36 97 33	riviere.rhone.alpes@wanadoo.fr
12	Gérard BLONDON	Chargé de mission	Chambre d'agri. Savoie	73000 CHAMBERY	04 79 33 83 03	gerard.blondon@savoie.chambagri.fr
13	Yannick BOISSIEUX	Stagiaire	SM Territoires de Chalaronne	01400 CHATILLON / CHALARONNE	04 74 55 20 47	territoire.chalaronne@tiscali.fr
14	Christine BOSCH	Chargée secteur agro-envt	Chambre d'agri. Isère	38100 GRENOBLE	04 76 20 68 68	christine.bosch@isere.chambagri.fr
15	Laurent BOUCHET	Chargé de mission	SARL ENVILYS	34060 MONTELLIER Cedex 1	04 99 61 30 11	laurent.bouchet@envilys.com
16	Aymeric BRUN	Etudiant	Lycée Agrotec	38206 VIENNE Cédex	04 74 85 18 63	
17	Hervé CALTRAN	Responsable service	Conseil Général du Jura	39039 LONS LE SAUNIER	03 84 87 34 96	hcaltran@cg39.fr
18	Richard CARRET	Technicien de rivière	CC Rhône Vallière	26140 ALBON	04 75 03 05 36	rcarret-crvr@cg26.fr
19	Murielle CHAMPION	Chargée de mission eau	SEGAPAL	69120 VAULX en VELIN	04 72 97 08 23	champion@grand-parc.fr
20	Bertrand CHAREYRON	Responsable serv. envt	Chambre d'agri. Drôme	26500 BOURG Lès VALENCE	04 75 83 90 17	bchareyron@drome.chambagri.fr
21	Rémi CHEVALIER	Stagiaire	DDASS Haute Loire	43000 LE PUY EN VELAY	06 20 19 79 43	remi.chevalier@sante.gouv.fr
22	Elisabeth COLLONGE	Présidente	Syndicat des eaux U.C.V.	42210 UNIAS	04 77 54 43 59	equitadcollange@aol.com
23	Claude CREPET	Responsable agri et forêt	SEGAPAL	69120 VAULX en VELIN	04 72 97 08 21	crepet@grand-parc.fr
24	Caroline CROZET	Recherche d'emploi	Rivière Rhône Alpes	38620 MERLAS	06 80 68 36 52	carolineetoile@yahoo.fr
25	Céline DEHAVANNE	Chargée de mission	CC du Pays de Charlieu	42190 CHARLIEU	04 77 69 35 58	contrat.riviere.sornin@wanadoo.fr
26	Arnaud DELAJOU	Directeur / ingénieur	SIVU du Foron	74240 GAILLARD	04 50 87 13 48	sifor@wanadoo.fr
27	Jacques DEPLACE	Enseignant		07410 SAINT VICTOR		
28	Nadine DESCHAMPS	Technicienne de rivière	CG de Savoie	73018 CHAMBERY	04 79 96 75 39	nadine.deschamps@cg73.fr
29	Jean-Charles DREVET	Technicien de rivière	CC Pays d'Amplepuis -Thizy	69550 CUBLIZE	04 74 89 50 67	environnement@ccpat.org
30	Jacques DUPEUBLE	Etudiant	Lycée Agrotec	38206 VIENNE Cédex	04 74 85 18 63	
31	Alain DUPLAN	Technicien de rivière	PNR Vercors	38250 LANS EN VERCORS	04 76 94 38 35	alain.duplan@pnr-vercors.fr
32	Lionel FARROUULT	Technicien de rivière	C. Aglo Loire Forez	42450 SURY LE COMTAL	04 77 23 18 82	lionelfarroault@loireforez.fr
33	Gilles FECHNER	Technicien agricole	DDAF Loire	42024 SAINT ETIENNE Cédex 2	04 77 81 48 74	gilles.fechner@agriculture.gouv.fr
34	Béatrice FEL	Chargée de mission	CG de Haute-Savoie	74041 ANNECY Cedex	04 50 33 58 89	beatrice.fel@cg74.fr
35	Pascal FERRAND	Enseignant	Lycée Agrotec	38206 VIENNE Cédex	04 74 85 18 63	
36	Marianne FERRAPIÉ	Etudiante	Lycée Agrotec	38206 VIENNE Cédex	04 74 85 18 63	
37	Anne-Claude FERRY	Chargée de mission	CG de l'Ain	01003 BOURG EN BRESSE	04 37 62 18 10	anne-claude.ferry@cg01.fr
38	Philippe GADIOLLET	Chargé de mission	SIAE de la Reyssouze	01340 MONTREVEL EN BRESSE	04 74 25 66 65	p.gadiollet.siaer@wanadoo.fr
39	Elisabeth GALLIEN	Chargée de mission	SMAB de la Bourbre	38110 LA TOUR DU PIN	04 74 83 34 55	syndicat.bourbre@wanadoo.fr
40	Laurence GARNIER	Chargée de mission	Chambre d'agri. Ain	01003 BOURG EN BRESSE	04 74 45 47 19	l.garnier@ain.chambagri.fr
41	Romain GARNIER	Etudiant	Lycée Agrotec	38206 VIENNE Cédex	04 74 85 18 63	
42	Philippe GIRODET	Vacataire	DDAF Rhône	43240 ST JUST MALMONT	06 07 64 90 06	girodetphilippe@carmail.com
43	François GOETGHELUCK	Responsable service envt	Chambre d'agri. Ain	01003 BOURG EN BRESSE	04 74 45 47 19	f.goetgheluck@ain.chambagri.fr
44	Sylvain GOUBET	Etudiant	Lycée Agrotec	38206 VIENNE Cédex	04 74 85 18 63	
45	Didier GRIVOT	Conseiller environnement	Chambre d'agri. Loire	42272 SAINT PRIEST LA JOUY	04 77 92 12 12	didier.grivot@loire.chambagri.fr
46	Loïc GUITTON	Chargé d'études	Agence de l'Eau RM&C	69363 LYON Cedex 07	04 72 71 28 31	loic.guitton@eaurmc.fr
47	Alice HEILLES	Chargée de mission	Région Rhône-Alpes	69751 CHARBONNIERES LES BAINS	04 72 59 50 06	ahelilles@rhonealpes.fr
48	Daniel HELLE	Ingénieur protection eau	Ville de Rennes	35031 RENNES Cedex	02 23 62 11 41	eau.rennes@ville-rennes.fr
49	Julien HURAUULT	Ingénieur d'études	FREDON Rhône-Alpes	69100 VILLEURBANNE	04 37 43 40 72	julien.hurault@fredonra.com
50	Sylvie JOUSSE	Chargée d'études	Agence de l'Eau RM&C	69363 LYON Cedex 07	04 72 71 26 58	sylvie.jousse@eaurmc.fr
51	Laurent JOYET	Chargé de mission	Chambre régionale d'agri.	69007 LYON	04 72 72 49 30	lj@rhone-alpes.chambagri.fr
52	Stéphane KIHL	Animateur agri. & ADT	SM Veyle Vivante	01540 VONNAS	04 74 50 26 66	skihl-veyle@wanadoo.fr
53	Mélanie LALUC	Ingénieur d'études	BURGEAP Ingénieurs Conseils	69425 LYON Cedex 03	04 37 91 20 56	m.laluc@burgeap.fr
54	Claudine LECURET	Chargée d'études	Etudes Techniques et Conseils	74370 PRINGY	06 03 68 97 57	claudine.lecturet@wanadoo.fr
55	Mathias LOUIS	Recherche d'emploi	Rivière Rhône Alpes	69570 DARDILLY	06 78 19 43 28	mathias.louis@club-internet.fr
56	Julie MAILLET-MEZERAY	Chargée d'études envt	Arvalis Institut du végétal	91720 BOIGNEVILLE	01 64 99 23 15	j.milletmezeray@arvalisinstitutduvegetal.fr
57	Laetitia MASSON	Animatrice P'il'azote	Chambre d'agri. Isère	38100 GRENOBLE	04 76 20 68 68	laetitia.masson@isere.chambagri.fr
58	Régis MATHON	Chargé de mission	SI de l'Albarine	01230 ST RAMBERT EN BUGEY	04 74 37 44 34	siabva@wanadoo.fr
59	Cindy MESSANA	Etudiante	Lycée Agrotec	38206 VIENNE Cédex	04 74 85 18 63	
60	Pierre MIGAYROU	Chargé de mission	PNR Vercors	38250 LANS EN VERCORS	04 76 94 38 21	pierre.migayrou@pnr-vercors.fr
61	Anne-Isabelle MILLOT	Chargée de mission	CC de Feurs en Forez	42110 FEURS	04 77 27 40 05	millot_ccff@yahoo.fr
62	David MULA	Cogérant	Latitude	69210 SAIN BEL	04 74 01 21 46	dm@latitude-uep.com
63	Vincent OSTERNAUD	Hydrobiologiste	GAY Environnement	38000 GRENOBLE	04 76 96 38 10	gay.environnement@wanadoo.fr
64	Alexandre PELLET	Etudiant	Lycée Agrotec	38206 VIENNE Cédex	04 74 85 18 63	
65	Yves PIOT	Chargé de mission	SIMA Coise	42330 ST GALMIER	04 77 52 54 57	yvespiotcoise@msn.com
66	Alice PROST	Chargée de mission	SM Territoires de Chalaronne	01400 CHATILLON / CHALARONNE	04 74 55 20 47	territoire.chalaronne@tiscali.fr
67	David RAVEL	Ingénieur génie sanitaire	DDASS Haute Loire	43000 LE PUY EN VELAY	04 71 07 24 09	david.ravel@sante.gouv.fr
68	Emmanuel RENO	Technicien de rivière	SM Veyle Vivante	01540 VONNAS	04 74 50 26 66	imercier-veyle@wanadoo.fr
69	Magali REY	Recherche d'emploi	Rivière Rhône Alpes	69003 LYON	06 67 02 80 98	magali.rey@gmail.com
70	Daniel RIVIERE	Chargé d'études	Agence de l'Eau RM&C	69363 LYON Cedex 07	04 72 76 19 41	daniel.riviere@eaurmc.fr
71	Myriam ROCHE	Chargée de mission	Chambre d'agri. Rhône	69890 LA TOUR DE SALVAGNY	04 78 19 61 53	myriam.roche@rhone.chambagri.fr
72	Elodie ROSSET	Etudiante	Rivière Rhône Alpes	38100 GRENOBLE	06 77 79 31 71	elodierosset@hotmail.com
73	Marie-Noëlle ROUX-LEFEBVRE	Responsable pôle territoire	Chambre d'agri. Rhône	69890 LA TOUR DE SALVAGNY	04 78 19 61 29	mn.roux-lefebvre@rhone.chambagri.fr
74	Clément SAUCAZ	Etudiant	Lycée Agrotec	38206 VIENNE Cédex	04 74 85 18 63	
75	Marie-Christine SIMON	Chargée de mission	DRAF-SRPV Rhône-Alpes	69401 LYON Cedex 03	04 78 63 13 64	marie-christine.simon@agriculture.gouv.fr
76	Aline STRACCHI	Chargée de mission	SMBV de la Véore	26760 BEAUMONT LÈS VALENCE	04 75 60 11 46	smbv.chargmission@wanadoo.fr
77	Boris SZEMPRUCH	Enseignant	Lycée Agrotec	38206 VIENNE Cédex	04 74 85 18 63	boris.szempruch@educagri.fr
78	Cyril THEVENET	Chargé de mission Rivière	SM Veyle Vivante	01540 VONNAS	04 74 50 26 66	imercier-veyle@wanadoo.fr
79	Alexis VELON	Etudiant	Lycée Agrotec	38206 VIENNE Cédex	04 74 85 18 63	
80	Jean-Marie VINATIER	Responsable pôle agro-envt	Chambre régionale d'agri.	69007 LYON	04 72 72 49 24	jmv@rhone-alpes.chambagri.fr
81	Antoine WEROCHOWSKI	Chef de projet Eau et Forêts	Ville de Saint-Étienne	42000 ST ÉTIENNE	04 77 48 65 41	antoine.werochowski@free.fr





# Eau & Agriculture :

Dispositifs et intervenants

Jean-Marie VINATIER - Chambre régionale d'agriculture



**EAU & AGRICULTURE**

**Dispositifs et intervenants**

Jean-Marie VINATIER  
Responsable du pôle Agro-Environnement

---

---

---

---

---

---

---

---



**EAU & AGRICULTURE**

- ✓ **LES PRATIQUES AGRICOLES EN QUESTION**
- ✓ **LES DIFFERENTS DISPOSITIFS AGRO ENVIRONNEMENTAUX**
- ✓ **LES PRINCIPAUX INTERVENANTS**
- ✓ **UN CONTEXTE ECONOMIQUES A PRENDRE EN COMPTE ( L. Joyet)**

---

---

---

---

---

---

---

---



**EAU & AGRICULTURE**

**« LES PRATIQUES EN QUESTION »**

---

---

---

---

---

---

---

---

**EAU & AGRICULTURE**

■ **Les fonctions de l'Agriculture**

1. Production de biens alimentaires
2. Production de services
  - a) Directs (ferme auberge, entreprise de travaux,...)
  - b) Indirects (gestion et entretien de l'espace...)

---

---

---

---

---

---

---

---

**EAU & AGRICULTURE**  
**LES PRATIQUES AGRICOLES EN QUESTION**

<p><b>Irrigation</b> <i>Prélèvements estivaux ⇔ conflits d'usage</i></p>
<p><b>Aménagements fonciers</b> (fossés, suppression de zones tampon) <i>⇔ Accélération de la circulation, érosion</i></p>
<p>Sur fertilisation (<b>N-P</b>) Traitements phytosanitaires (<b>Pesticides</b>) Gestion inadaptée des <b>effluents organiques</b> <i>⇔ Pollution diffuses ou ponctuelles</i></p>

---

---

---

---

---

---

---

---

**EAU & AGRICULTURE**  
**PRATIQUES AGRICOLES CONTRIBUTANT A PRESERVER LA RESSOURCE EN EAU**

<b>AGRONOMIE</b>	<p><b>Pouvoir épurateur des sols / Mat. Organiques urbaines</b></p>
	<p><b>Pratiques agronomiques</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ <b>Pilotage de l'irrigation</b></li> <li>■ <b>Raisonnement de la fertilisation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ P, N, MO</li> </ul> </li> <li>■ <b>Raisonnement de la protection des plantes</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ Limitation de la pression phytosanitaire</li> </ul> </li> </ul>

---

---

---

---

---

---

---

---

EAU & AGRICULTURE  
 PRATIQUES AGRICOLES CONTRIBUANT A PRESERVER LA RESSOURCE EN EAU

<b>FONCIER</b>	Zones d'expansions des <u>crues</u>
	Constitutions et/ou entretien de zones <u>tampon</u>
	Soutien d'étiage des <u>retenues collinaires</u>
	Localisation de productions / zones à enjeux

---

---

---

---

---

---

---

---

EAU & AGRICULTURE  
 PRATIQUES AGRICOLES CONTRIBUANT A PRESERVER LA RESSOURCE EN EAU

<b>BATIMENTS</b>	STOCKAGE SUFFISANT DES EFFLUENTS ORGANIQUES
	AIRES DE REMPLISSAGE PULVERISATEURS
	TRAITEMENT DES FONDS DE CUVE

---

---

---

---

---

---

---

---

EAU & AGRICULTURE  
 LES LEVIERS

- **REGLEMENTAIRES**
  - **Qualité de l'eau**
    - Européennes
      - DCE ⇔ NO3, eaux souterraines, Boues, phytosanitaires, 
    - Nationales
      - PLE, ICPE, Boues, Captages  
  - **Gestion quantitative**
    - Forages 

---

---

---

---

---

---

---

---

EAU & AGRICULTURE

### LES LEVIERS

- **FISCAUX**
  - TGAP / Pesticides
- **AIDES / REDEVANCE**
  - Agences de l'Eau
    - Élevages (PMPOA) ↘
    - Irrigation ↗




---

---

---

---

---

---

---

---

EAU & AGRICULTURE

### LES LEVIERS

- **INCITATION**
  - Contractualisation
    - MAE / CTE, CAD, (?) ↘
  - Aides financières
    - Opérations coordonnées/élevages ↘
    - Plan végétal (?) ↗
- **CONDITIONNALITE AIDES UE**
  - Traçabilité des pratiques, ↗
  - BCAE ↗

---

---

---

---

---

---

---

---

EAU & AGRICULTURE

### LES LEVIERS

- **VOLONTARISTES**
  - « Agri-Mieux » ↗
  - BV pilotes ↗
  - Opérations coordonnées ↘
  - Qualification des exploitations ↗
- **ECONOMIQUES**
  - Label AB ↗
  - Cahier des charges produits (EUREPGAP, FQC, ...) ↗

---

---

---

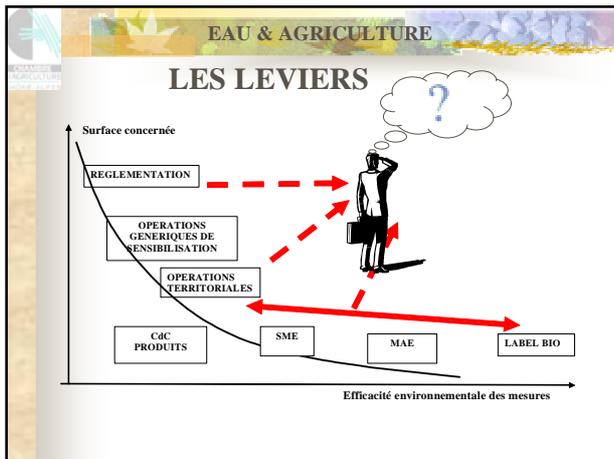
---

---

---

---

---




---



---



---



---



---



---



---



---

**EAU & AGRICULTURE**

## Les différents intervenants

- Réglementation, contrôle
- Aides
- Gestion des aides, contrôle
- Foncier et installation
- Animation & formation, méd<sup>t</sup>. règl<sup>t</sup>,
- Conseil agricole

---



---



---



---



---



---



---



---

**Chambres d'Agriculture**

### ■ Le statut

- Établissements publics professionnels à caractère administratif (code rural), organismes consulaires élu au suffrage universel professionnel (cf. CCI et CM) sous tutelle du MAP
- Représentation de toutes les composantes du monde agricole
  - 11 collèges électoraux agricoles et forestiers privés
  - Membres associés (0 à 8).

---



---



---



---



---



---



---



---

**Chambres d'Agriculture**

■ **Le statut**

- Établissements publics professionnels à caractère administratif (code rural), organismes consulaires élu au suffrage universel professionnel (cf. CCI et CM) sous tutelle du MAP
- Représentation de toutes les composantes du monde agricole
  - 11 collèges électoraux agricoles et forestiers privés
  - Membres associés (0 à 8).

---

---

---

---

---

---

---

---

**Chambres d'Agriculture**

■ **Missions publiques déléguées:**

- Avis consulaire (administration et collectivités)
- Fichier des élevages (Établissement de l'Élevage)
- Centre de Formalité des Entreprises agricoles

---

---

---

---

---

---

---

---

**Chambres d'Agriculture**  
**Fonction de Développement Agricole**  
**Les métiers**  
 50 à 100 Tk./Dpt.

Métier	Pourcentage
Conseil, expertises et animation	55%
Contrôles techniques et analyses	11%
R&D/Expérimentation	14%
Formation et information	14%
Etudes et programmation	6%

---

---

---

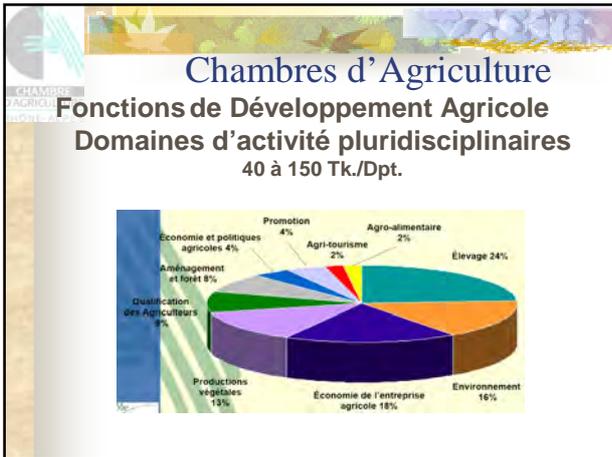
---

---

---

---

---




---

---

---

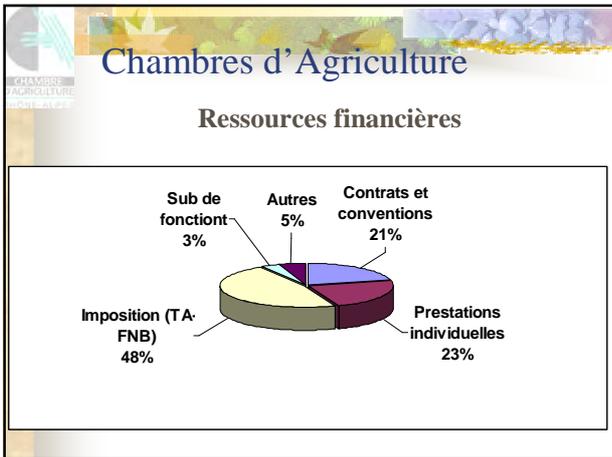
---

---

---

---

---




---

---

---

---

---

---

---

---

- ### Chambres d'Agriculture
- **Les métiers de l'agroenvironnement:**
- Actions collectives**
- Projet territoriaux (en relation avec les collectivités)  
Diagnostic, Émergence, Organisation & animation, Formations, Appui technique finalisé
  - Recherche de références
- Actions individuelles**
- Médiation règlementaire (diag., traçabilité, conditionnalité, ...)
  - Appui technique individuel (DEXEL, MAE/CAD, plan de fertilisation, phyto, ...)

---

---

---

---

---

---

---

---



## Chambres d'Agriculture

- **Les domaines de l'agroenvironnement:**
  - **Limitation des:**
    - Pollutions diffuses
    - Pollutions ponctuelles
  - **Gestion quantitative de l'eau**
    - Procédure mandataire
    - ASA et syndicats d'irrigation
  - **Gestion paysagère**

---

---

---

---

---

---

---

---



## SAFER

- **Forme juridique**
  - Société anonyme sous tutelles des MF et MAP
  - Soumise au droit commun des sociétés commerciales, hors dispositions spéciales relatives aux sociétés faisant appel à l'épargne publique.
- **Spécificités du statut des SAFER :**
  - *soumises à l'agrément et au contrôle du ministre de l'agriculture et du ministre de l'économie et des finances*
  - *sans but lucratif*

---

---

---

---

---

---

---

---



## SAFER service public:

- **Droit de préemption:**
  - installer ou maintenir des agriculteurs,
  - améliorer le parcellaire des exploitations,
  - préserver l'équilibre foncier des exploitations
  - privilégier le caractère familial des exploitations,
  - lutter contre la spéculation foncière,
  - mettre en valeur et protéger la forêt,
  - mettre en valeur les paysages et d'améliorer la protection de l'environnement.

---

---

---

---

---

---

---

---



## SAFER

### services spécifiques

- Constituer des réserves foncières,
- Observer le foncier,
- Évaluer l'impact foncier d'un projet,
- Étudier le devenir d'un territoire
- Restructurer l'espace
- Gérer le patrimoine foncier
- Trouver une alternative à l'expropriation.

---

---

---

---

---

---

---

---



## SAFER et préservation de l'environnement

- diagnostic foncier de territoire (propriétés, exploitations, occupation),
- programme de mise en valeur et de reconquête,
- achat/vente à l'amiable, échanges parcellaire
- le cas échéant **droit de préemption pour réaliser des projets de mise en valeur et de protection approuvés par l'Etat ou les collectivités locales,**
- gestion temporaire des biens acquis par le biais de Conventions de Mise à Disposition,




---

---

---

---

---

---

---

---



## CNASEA

### Centre National pour l'Aménagement des Structures des Exploitations Agricoles

- Établissement public national
- Paritaire (état et profession agricole)
- Tutelle
  - Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
  - Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement.

---

---

---

---

---

---

---

---



## CNASEA

### Centre National pour l'Aménagement des Structures des Exploitations Agricoles

- Établissement public national
- Paritaire (état et profession agricole)
- Tutelle
  - Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
  - Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement.

---

---

---

---

---

---

---

---



## CNASEA

### Les missions

- **Gestion de fonds publics**, qui effectue des paiements de masse ;
- **Évaluation des programmes** dont il est chargé conseil des pouvoirs publics pour l'élaboration des textes qu'il aura à gérer ultérieurement;
- **Conception d'outils informatiques** évolutifs (procédures, chaînes de traitement) et des modèles micro-économiques ;
- **Études et conseil.**

---

---

---

---

---

---

---

---



## CNASEA

### Domaines d'activité

- 1. agriculture, l'aménagement rural et l'environnement**
  - Paiement d'aides de l'Etat et de la Communauté européenne aux agriculteurs
    - politique d'installation et de modernisation,
    - développement local et d'aménagement rural,
    - protection de l'environnement.
- 2. Formation professionnelle et l'emploi**
  - Dans le cadre de la mise en oeuvre du plan de cohésion sociale
    - Rémunération des stagiaires de la formation professionnelle
    - Paiement des autres mesures en faveur de l'emploi




---

---

---

---

---

---

---

---



## ADASEA

Association Départementale pour l'Aménagement des Structures des Exploitations Agricoles

- **Association loi 1901** ayant pour fonction d'accompagner les évolutions du milieu rural
- Administrée par un conseil d'administration au sein duquel sont représentées les organisations syndicales agricoles représentatives et d'autres organismes ou collectivités départementales

---

---

---

---

---

---

---

---



## ADASEA

### MISSIONS

**Mission de service public** par convention avec le CNASEA pour mettre en œuvre, à l'échelon du département, des actions agricoles dont l'établissement est chargé.

- ✓ information individuelle et collective des agriculteurs
- ✓ instruction des demandes de certaines aides publiques à l'agriculture
- ✓ suivi des justificatifs permettant la mise en paiement.

---

---

---

---

---

---

---

---



## ADASEA

### DOMAINES D'ACTIVITE

- le renouvellement des générations d'agriculteurs:
  - **installation** de jeunes agriculteurs (EPI),
  - appui à la **transmission** de ceux qui cessent leur activité.
- la **modernisation** et l'adaptation des structures d'exploitations agricoles (OGAF, transferts droits à prime)
- la prise en compte de l'**environnement** dans l'activité agricole (MAE, N 2000)



---

---

---

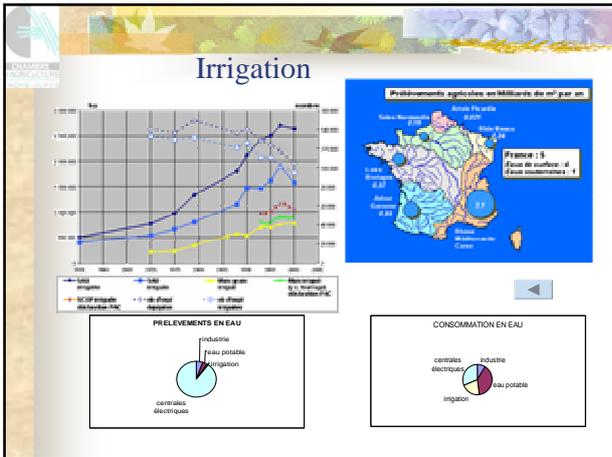
---

---

---

---

---




---

---

---

---

---

---

---

---

---

---




---

---

---

---

---

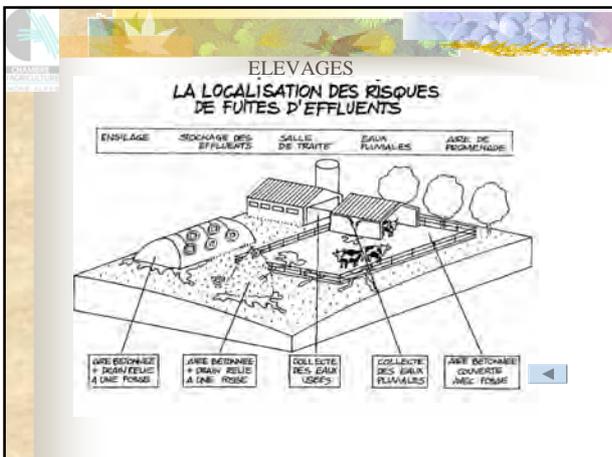
---

---

---

---

---




---

---

---

---

---

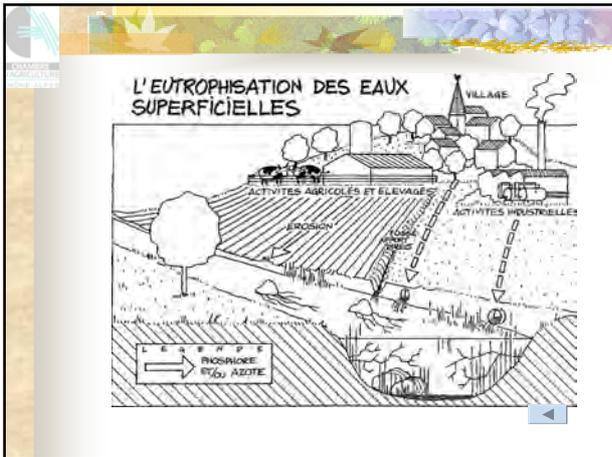
---

---

---

---

---




---

---

---

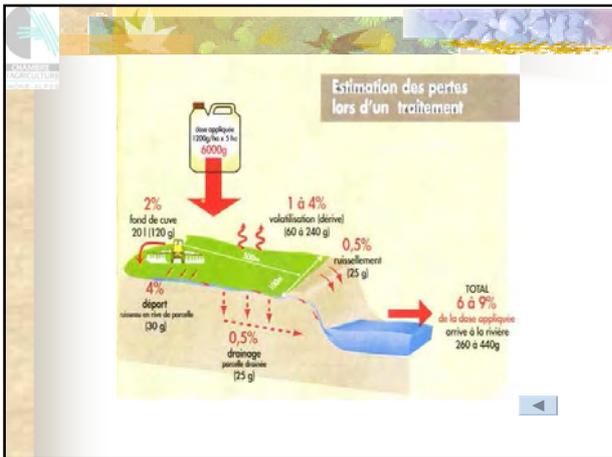
---

---

---

---

---




---

---

---

---

---

---

---

---




---

---

---

---

---

---

---

---




---

---

---

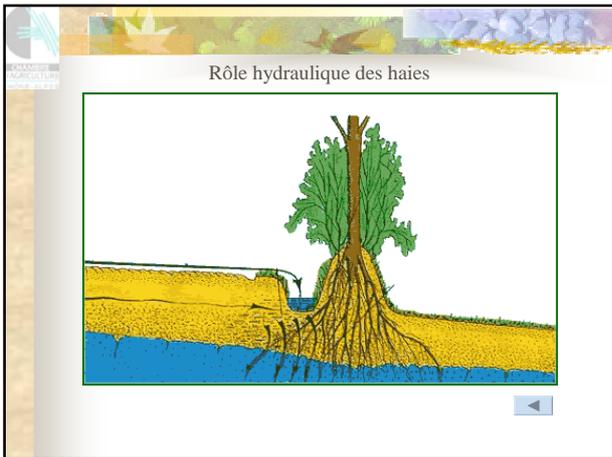
---

---

---

---

---




---

---

---

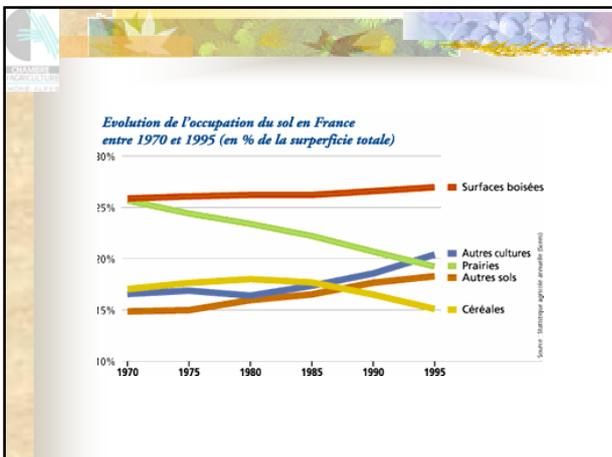
---

---

---

---

---




---

---

---

---

---

---

---

---

## RETENUES COLLINAIRES



---

---

---

---

---

---

---

---

## Terres agricoles de vallées inondables



---

---

---

---

---

---

---

---



**L'environnement économique des exploitations agricoles :**  
Evolution de la PAC et contraintes économiques des systèmes d'exploitation agricoles

**Laurent JOYET - Chambre régionale d'agriculture**

● ● ● Agriculture & Qualité



## L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES

---

---

---

---

---

---

---

---

● ● ● LES ELEMENTS DU  
CONTEXTE




---

---

---

---

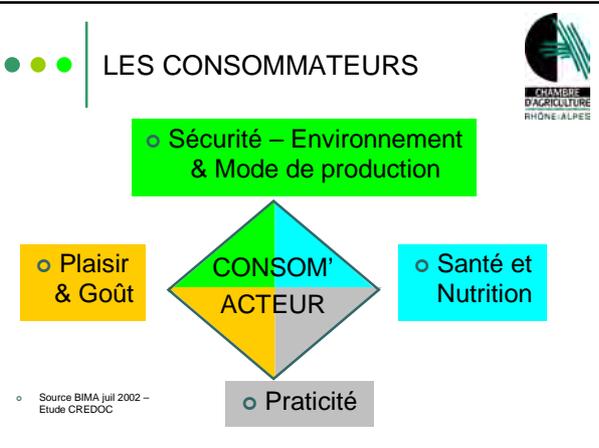
---

---

---

---

● ● ● LES CONSOMMATEURS



○ Source BIMA juil 2002 -  
Etude CREDOC

---

---

---

---

---

---

---

---

● ● ● | LES CONSOMMATEURS



○ Expression d'une **incompréhension** totale de la **multiplicité** démarches actuelles (avis n°45 – CNA page 12)

○ Expression d'une **reconnaissance** des **SIQO** avec la volonté que l'ensemble de ces démarches fasse l'objet d'une **qualification préalable des exploitations** (avis n°45 – CNA page 11)

[RETOUR](#)

---

---

---

---

---

---

---

---

● ● ● | LA DISTRIBUTION



○ Depuis la fin des années 1980, **multiplication des démarches de qualité liées aux enseignes** avec une prise de pouvoir sur l'amont





○ Multiplication des cahiers des charges sur les exploitations avec **redondance des enregistrements et des passages d'auditeurs**.

---

---

---

---

---

---

---

---

● ● ● | LA DISTRIBUTION



DANS NOTRE LUTTE POUR LES PRIX LES PLUS JUSTIS, NOUS AVONS SOIGNEUSEMENT CHOISI NOS ALLIÉS



NOUSONS PLUS À CELLES QUI D'ONT TANT

**INTERMARCHÉ** **ECOMARCHE**

○ Captation des valeurs agricoles par la distribution.

---

---

---

---

---

---

---

---

● ● ● | LA DISTRIBUTION



○ Mise en place d'un référentiel pour [accéder au marché](#) export Europe du nord

**EUREPGAP<sup>®</sup>**

○ Exploitation des nouvelles directives européennes sur la traçabilité pour [intégrer](#) encore plus les producteurs

[RETOUR](#)

---

---

---

---

---

---

---

---

● ● ● | LA DISTRIBUTION



○ Développement de démarches sur les MDD :

- BRC
- IFS

○ ... et par la voie normative : ISO 14 000, ISO 22000, groupe de travail AFNOR, ...

↓

Démarches « B to B »

---

---

---

---

---

---

---

---

● ● ● | La Profession



○ Mise en avant des produits via les [Signes d'Identification](#) de la [Qualité](#) et de l'[Origine](#)

○ 1- [Approche territoriale](#)

○ 2- [Approche qualitative](#)

○ 3- [Approche mode de production](#)

---

---

---

---

---

---

---

---

● ● ● | Les signes officiels de qualité : approche territoriale





- 36 AOC en vins
- 2 AOC pour les volailles
- 10 AOC fromagères
- 2 AOC fruits
- Etc ...

Données 2000

- Décret 15 décembre 2000
- Demandes en CORPAQ
- Produits : miels, fromages, ...

---

---

---

---

---

---

---

---

● ● ● | Les signes officiels de qualité : approche qualitative





**Le Label représente en Rhône-Alpes :**

- 12 labels en volailles
- 11 labels en salaison
- 3 labels régionaux en fromage
- 6 labels en viande
- etc ...

Données 2000

**Le Certificat de Conformité Produit représente en Rhône-Alpes :**

- 4 CCP en volailles
- 1 CCP en salaison
- 15 CCP en viande
- 5 CCP en fruits
- 7 CCP en légumes
- etc ...

---

---

---

---

---

---

---

---

● ● ● | Les signes officiels de qualité : approche par mode de production




- Plus de 1000 exploitations engagées en production « agriculture biologique »

---

---

---

---

---

---

---

---



## La Profession

- Mise en avant des pratiques dans le cadre d'approches sectorielles ou globale



Sectoriel : exemples

- Charte des Bonnes pratiques d'élevage
- Terra Vitis



Globale :

- Qualification des exploitations d'élevage

---

---

---

---

---

---

---

---



## Qualité des pratiques

- Les grandes étapes



- Années 60 : Emergence de modes de production en lutte raisonnée
- Rapport Paillotin : mars 2000  
*L'Agriculture raisonnée a l'ambition de maîtriser de la meilleure façon possible au niveau de l'exploitation prise dans son ensemble, les effets positifs et négatifs de l'activité agricole sur l'environnement, tout en assurant la qualité des produits alimentaires et le maintien, voire l'amélioration, de la rentabilité économique des exploitations*
- La Loi sur la NRE (article 58) : mai 2001  
*« Art. L. 640-3. - Un décret définit les modes de production raisonnés en agriculture et précise les modalités de qualification des exploitations et de contrôle applicables, ainsi que les conditions d'agrément des organismes chargés de la mise en oeuvre. Il détermine également les conditions d'utilisation du qualificatif d'"agriculture raisonnée" ou de toute autre dénomination équivalente. »*

---

---

---

---

---

---

---

---



## Qualité des pratiques



- Recherche de définition entre les différents partenaires : CSO Janvier 2002 (Conseil Supérieur d'Orientation et de Coordination de la politique agricole et alimentaire)
- Mai 2002 : Reconnaissance officielle de la qualification des exploitations agricoles au titre de l'agriculture raisonnée
  - 2 Décrets relatifs à l'architecture du dispositif
  - 4 Arrêtés relatifs au référentiel de l'agriculture raisonnée et aux instances chargées du dispositif
- Mars 2003 : Mise en place des structures nationales de gestion de la démarche

---

---

---

---

---

---

---

---



## Qualité des pratiques

- Décembre 2003 : Examen des premières demandes d'agrément des organismes de contrôles
- Avril 2004 : Agrément des premiers organismes de contrôles
- Début 2006 :
  - 1 150 exploitations qualifiées en France
  - 75 en Rhône-Alpes

---

---

---

---

---

---

---

---



## Qualité des pratiques

- Les objectifs : Mise en œuvre de moyens techniques sans remettre en cause la rentabilité de l'exploitation
  - ↗ les impacts + des pratiques agricoles et ↘ les effets – l'environnement
  - sur ↗ la maîtrise des risques sanitaires
  - ↗ les conditions de travail
  - ↗ le bien-être des animaux

---

---

---

---

---

---

---

---



## Qualité des pratiques

- 14 parties :
 

<ul style="list-style-type: none"> <li>1- Connaissance de l'exploitation et de son environnement</li> <li>2- Traçabilité des pratiques</li> <li>3- Santé et sécurité au travail</li> <li>4- Gestion des sols</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>5- Fertilisation minérale et organique</li> <li>6- Protection des cultures</li> <li>7- Irrigation</li> <li>8- Identification des animaux</li> <li>9- Santé des animaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>10- Alimentation des animaux</li> <li>11- Bien-être des animaux</li> <li>12- Hygiène</li> <li>13- Gestion des déchets de l'exploitation</li> <li>14- Paysage et biodiversité</li> </ul>
---	--	--

---

---

---

---

---

---

---

---

● ● ● | L'ADMINISTRATION 

- Passage d'une logique liée à l'acte de production
  - ↓
- Vers une logique multifonctionnelle :
  - Production
  - Services
  - Aménagement du territoire
  - ...

---

---

---

---

---

---

---

---

● ● ● | L'ADMINISTRATION 

- Prise en considération de l'environnement de plus en plus forte dans les règlements
  - ↓

PAC : Accord de Luxembourg Juin 2003  
CAD,  
...

[RETOUR](#)

---

---

---

---

---

---

---

---

● ● ● | Agriculture & Qualité 

- Introduction dans le paiement des aides PAC d'une conditionnalité applicable en 2005 sur 3 volets :
  - Respect sur 3 ans de 19 textes réglementaires européens (annexe III)
  - Respect des Bonnes Conditions Agricoles et Environnementales (BCAE), (annexe IV)
  - Maintien des prairies permanentes

---

---

---

---

---

---

---

---

**Agriculture & Qualité**

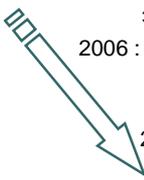


- Les 19 textes européens

2005 :      ➔ 5 textes sur l'environnement  
               ➔ 4 textes sur l'identification des animaux

2006 :      ➔ 4 textes sur la santé publique  
               ➔ 3 textes sur notification des maladies

2007 :      ➔ 3 textes sur bien-être animal




---

---

---

---

---

---

---

---

**Agriculture & Qualité**



- Les BCAE
  - 4 exigences :
    - érosion des sols,
    - matière organique,
    - structure des sols,
    - entretien des terres.
  - Respect des exigences vérifié par des indicateurs choisis par les Etats membres et validés par la commission
  - Participent à la définition d'agriculteur : produire ou maintenir les terres dans le BCAE.

---

---

---

---

---

---

---

---

**Agriculture & Qualité**



- Erosion des sols
  - Implantation de bandes enherbées ou couvert végétal à intérêt environnemental (selon liste autorisée) le long des cours d'eau et zone à risque d'érosion
  - Zones représentant 3% des terres arables (SCOP + gel) avec une largeur de 5 à 10 m

---

---

---

---

---

---

---

---

● ● ● | Agriculture & Qualité 

- Matières organiques
  - Non brûlage des pailles et résidus de cultures COP après récolte sauf si dérogations
- Structure des sols
  - Surface cultivée présente 3 cultures minimum ou 2 familles de cultures différentes (famille : céréales à paille, maïs, oléagineux, protéagineux, pommes de terre, betteraves et légumes de plein champ, riz, prairies temporaires.

---

---

---

---

---

---

---

---

● ● ● | Agriculture & Qualité 

- La culture la moins représentée couvre au moins 5% de la surface cultivée
- Maintien du système pour les irrigants recevant l'aide irriguée
- Niveau minimal d'entretien des terres
  - Pour les terres admissibles à l'aide dé耦plée :
    - Empêcher l'embroussaillage de la parcelle
    - Empêcher la montée à graine des adventices indésirables

---

---

---

---

---

---

---

---

● ● ● | Agriculture & Qualité 

- Terres en production cultivées et Surfaces en herbe admissibles à l'aide dé耦plée
  - Appliquez les règles d'entretien déjà définies par arrêtés préfectoraux ou départementaux
- Terres en gel obligatoire
  - Appliquez l'arrêté préfectoral définissant les règles d'entretien minimales des jachères
- Terres admissibles à l'aide dé耦plée non mises en production
  - Ne pas laissez les sols nus : implantation – entretien d'un couvert à intérêt environnemental faunistique et floristique

---

---

---

---

---

---

---

---

● ● ●

## L'EMERGENCE DE LA QUALIFICATION



Comment reprendre l'*initiative* tout en s'engageant dans une véritable *démarche de progrès* à l'écoute :

???



- des consommateurs,
- des transformateurs
- des distributeurs
- des citoyens

---

---

---

---

---

---

---

---

● ● ●

## L'EMERGENCE DE LA QUALIFICATION



Pour répondre à la **multiplicité de ces attentes**

↓

Besoin d'un cadre précis, crédible et partagé par différents partenaires relatif aux pratiques agricoles sur l'ensemble de l'exploitation

↓

Emergence du principe de qualification  
**APPROCHE GLOBALE = SOCLE**

---

---

---

---

---

---

---

---

● ● ●

## LA VOLONTE DES PROFESSIONNELS AGRICOLES



o Etude de cas :

Mr André est producteur dans les Monts du Lyonnais :

- Il produit du vin en AOC Coteaux du lyonnais sur 5 ha commercialisé en vente directe avec la marque Terra Vitis
- Il livre ses pommes à la coopérative qui les distribue en GD nationale et en Angleterre
- Il a quelques bovins allaitants commercialisés via FQC




---

---

---

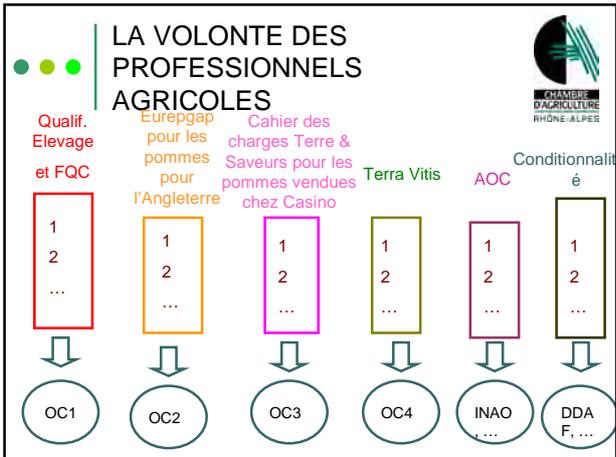
---

---

---

---

---




---

---

---

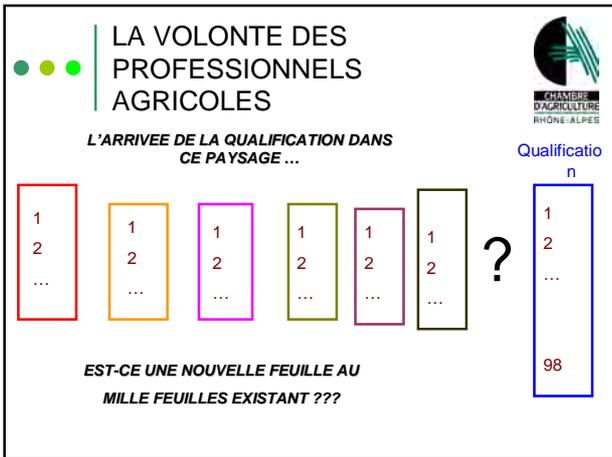
---

---

---

---

---




---

---

---

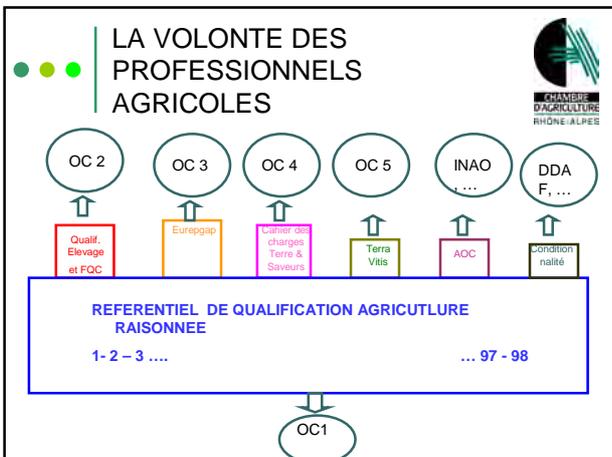
---

---

---

---

---




---

---

---

---

---

---

---

---

● ● ● | CONCLUSION

- Univers de plus en plus complexe
- Difficultés à trouver les liens entre les démarches
- Problème de la redondance des exigences, enregistrements et contrôles

↓

**BESOIN DE SIMPLIFICATION**



---

---

---

---

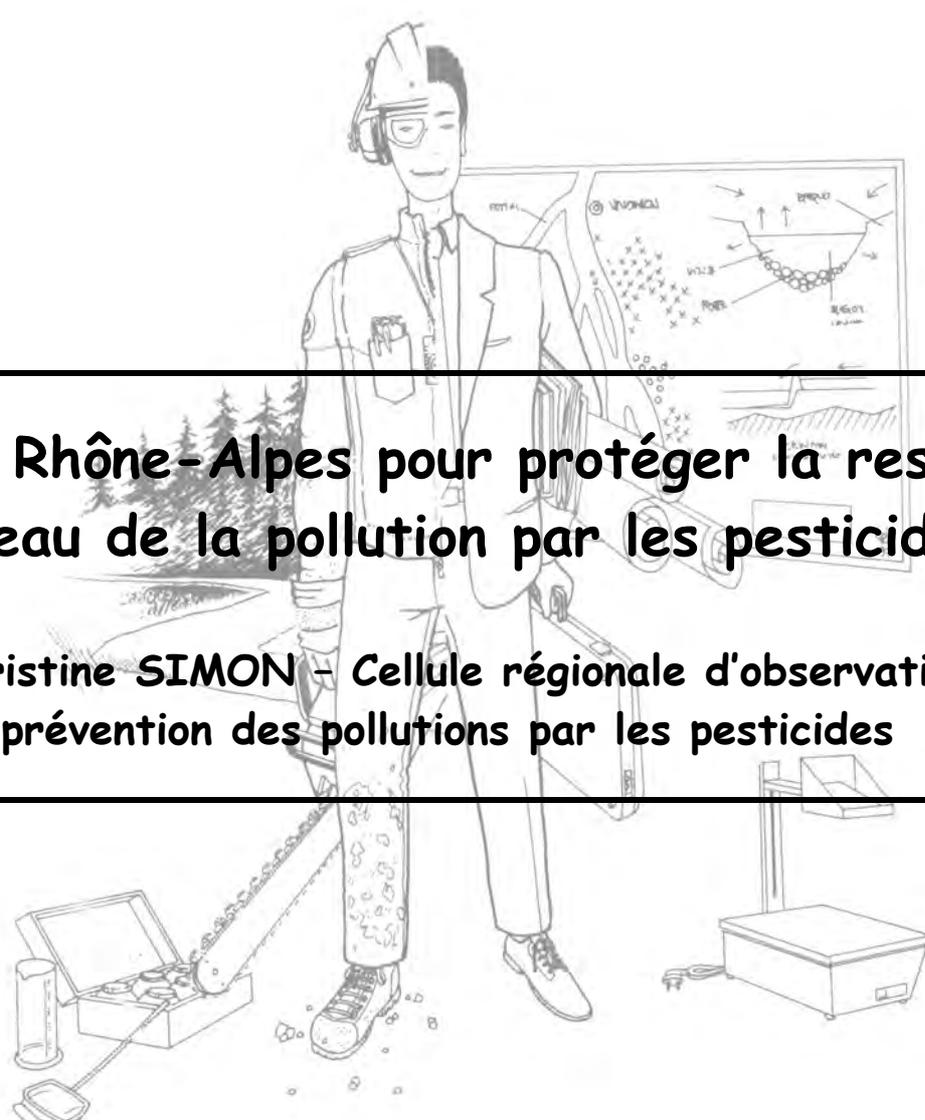
---

---

---

---





**Agir en Rhône-Alpes pour protéger la ressource  
en eau de la pollution par les pesticides**

**Marie-Christine SIMON - Cellule régionale d'observation et de  
prévention des pollutions par les pesticides**

## Agir en Rhône-Alpes pour protéger la ressource en eau de la pollution par les pesticides

Rivières et  
pollutions diffuses  
23 mai 2005



**CROPPP**

cellule régionale d'observation  
et de prévention des pollutions par les pesticides

R h ô n e - A l p e s

---

---

---

---

---

---

---

---

### Le contexte national : Politique interministérielle

- **Circulaire conjointe MAP et MATE (01/08/00)**
  - ✓ Création du FNSE affecté au budget du MATE
  - ✓ *Volet national* : EVPP et PPNU, contrôle utilisation PP et pulvérisateurs, techniques lutte alternatives...
  - ✓ *Volet régional* : Actions centrées sur bassins versants prioritaires
- **Note de service DGAL/SDQPV (MEDD et MAAPAR) (03/08/04)**
  - ✓ Instructions relatives à mise en place plans d'action par les groupes régionaux « phytos »  
(mise en œuvre des plans d'action, document stratégique...)



---

---

---

---

---

---

---

---

### Le contexte régional

- **Groupe régional créé en 1991 par le Préfet de région : la CROPPP**
  - ✓ Cellule Régionale d'Observation et de Prévention des Pollutions par les Pesticides
- **Regroupe administrations, établissements publics, conseils régional et généraux, structures professionnelles...**
- **Animation DRAF SRPV depuis 1996**



---

---

---

---

---

---

---

---

## Organigramme de la CROPPP



---

---

---

---

---

---

---

---

## Les missions de la CROPPP

- **Coordination des actions régionales dans le domaine de la pollution de l'eau par les produits phytosanitaires**
- **3 axes de travail :**
  - ✓ Surveillance de la qualité des eaux superficielles et souterraines
  - ✓ Diagnostic de l'origine des pollutions (à différents échelles)
  - ✓ Mise en place des plans d'action suite aux diagnostics



---

---

---

---

---

---

---

---

## Les actions de la CROPPP

- **Actions de niveau régional :**
  - ✓ réseau de surveillance régional
  - ✓ diagnostic régional agricole
  - ✓ diagnostic régional non agricole
  - ✓ outils méthodologiques : *plan Qualité, formation des acteurs locaux, guide de référence, expérimentations (références expérimentales ZNA, transferts de produits phytosanitaires, effluents de traitements)...*
- **Actions locales : BV prioritaires**
- **Orientations stratégiques 2005 2007**



---

---

---

---

---

---

---

---

## Actions régionales

Réalisées ou en cours



**CROPPP**

cellule régionale d'observation  
et de prévention des pollutions par les pesticides

---

---

---

---

---

---

---

---

## Le réseau de surveillance régional

- **Exploitation de deux réseaux :**
  - ✓ réseau de bassin géré par l'AERMC
  - ✓ réseau régional complémentaire DIREN
- Mise en place en septembre 2001 – 93 points :  
50 points ESU + 43 ESO
- **Analyses multi résidus + aminotriazole + glyphosate + AMPA**
- **3 années de synthèse** (2001-2002 / 2003 / 2004)



---

---

---

---

---

---

---

---

## Diagnostic régional des pollutions d'origine agricole

- **Diagnostic réalisé en 2001 2002** (MO : DIREN)
- **Validation CROPPP + MISE**
- **29 BV prioritaires (plus de 10 000 km<sup>2</sup>)**
  - ✓ vulnérabilité intrinsèque de l'aquifère
  - ✓ indice de pression polluante
  - ✓ aléa de pollution
  - ✓ qualité de l'eau vis à vis des pesticides
  - ✓ enjeu "alimentation en eau potable"
  - ✓ enjeu patrimonial notable
  - ✓ existence d'une dynamique locale



---

---

---

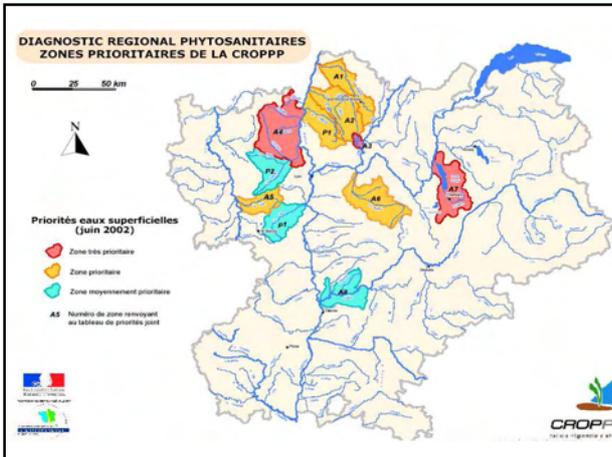
---

---

---

---

---




---

---

---

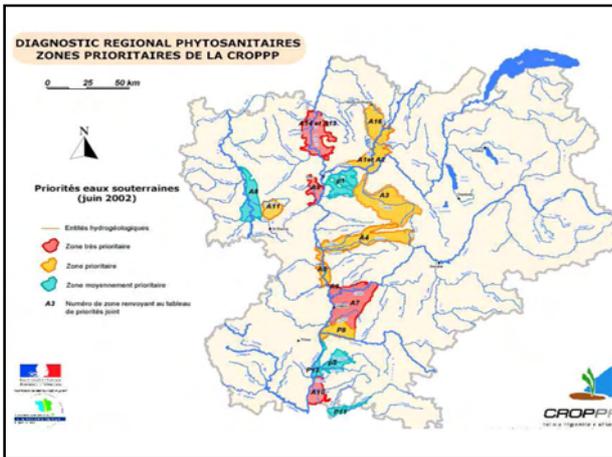
---

---

---

---

---




---

---

---

---

---

---

---

---

**Diagnostic régional des pollutions d'origine non agricole**

- **Diagnostic réalisé en 2003** (MO : DRAF + groupe travail CROPPP)
- **État des lieux des pratiques d'entretien :**
  - ✓ La lutte chimique reste la lutte la plus pratiquée
  - ✓ 15% des quantités totales de pesticides concernent les ZNA (10% en France)
  - ✓ Essentiellement des herbicides (glyphosate, diuron, aminotriazole...)
- **État des lieux des techniques alternatives** (recensement + expertise)

CROPPP

---

---

---

---

---

---

---

---

## Diagnostic régional des pollutions d'origine non agricole

- **Propositions de la CROPPP pour un entretien raisonné des espaces non agricoles**
  - ✓ déterminer les objectifs d'entretien
  - ✓ établir une stratégie d'entretien privilégiant les techniques alternatives (*non désherbage, désherbage thermique,...*)
  - ✓ sécuriser les pratiques de traitement
  - ✓ caractériser les sites à entretenir



---

---

---

---

---

---

---

---

## Actions régionales de la CROPPP en ZNA (2004-2005)

- **Acquisitions de références régionales**
  - ✓ expérimentation de techniques alternatives au désherbage chimique (DRAF SPV + Lycée Dardilly) : 2 années de résultats en cours de synthèse
- **Sensibilisation des communes et des particuliers** (colloques, rédaction d'articles, journées d'information et de formation...)
- **Élaboration d'une plaquette à l'usage des jardiniers amateurs**



---

---

---

---

---

---

---

---

## Actions de communications

- **Diffusion en juillet 2004 de 2 plaquettes**  
« Agir en Rhône-Alpes pour protéger la ressource en eau de la pollution par les pesticides :
  - ✓ ZA : *diagnostic + exemples de plans d'action*
  - ✓ ZNA : *extrait du diagnostic régional*
- **Conférence de presse du Préfet de Région (22-07-2004)**
- **Assemblée plénière (18 10 2004)**  
(actions stratégiques pour les prochaines années)
- **Site internet : [www.croppp.org](http://www.croppp.org)**  
(mise à jour nécessaire)



---

---

---

---

---

---

---

---

## Actions locales

Bilan d'étape : les bassins versants en action



**CROPPP**

R h ô n e - A l p e s

cellule régionale d'observation  
et de prévention des pollutions par les pesticides

---

---

---

---

---

---

---

---

## Du diagnostic au plan d'actions...

- **Objectifs** (rappel de la démarche) :
  - ✓ dresser l'état de la pollution et en rechercher les causes
  - ✓ identifier les BV ou sous-BV prioritaires
- **Collecte et synthèse de données** (qualité de l'eau, hydrogéologie, pédologie.....)
- **Permet de définir le plan d'actions sur les zones prioritaires**



---

---

---

---

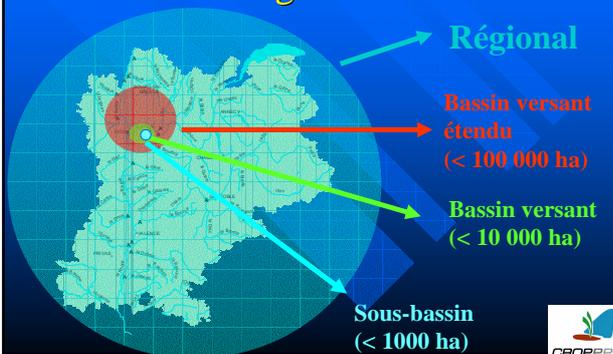
---

---

---

---

## Rappel des différents niveaux de diagnostic



---

---

---

---

---

---

---

---

## Contenu d'un plan d'action

- **Agir sur les pollutions diffuses = les limiter :**
  - ✓ Réduction des intrants phytosanitaires (*techniques alternatives, lutte raisonnée....., éventuellement substitution*)
  - ✓ Limitation des transferts de pesticides vers les eaux (*aménagement de fossés, bandes enherbées ...*)
- **Agir sur les pollutions ponctuelles**
  - ✓ Amélioration et sécurisation de la manipulation des produits phytosanitaires (*local de stockage, poste de remplissage, gestion fonds cuve et déchets...*)
- **Accompagner et évaluer le plan d'actions**




---

---

---

---

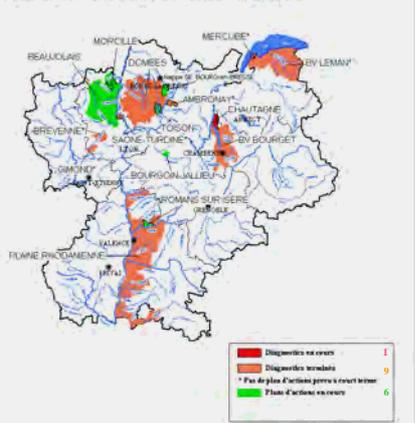
---

---

---

---

Bassins Versants suivis dans le cadre de la CROPPP



## 16 Bassins versants en action

(dt 14 en zones prioritaires CROPPP)

- ◆ **Maîtres d'ouvrage** : collectivités, CA, associations
- ◆ **Maîtres d'œuvre** : chambres.....
- ◆ **Comités (pilotage et technique)**
- ◆ **Appui méthodologique = CROPPP**




---

---

---

---

---

---

---

---

## Département de l'Ain

Bassins versants CROPPP	Maître d'ouvrage	Enjeux	Etat d'avancement
Captages d'Ambronay	Commune d'Ambronay	Eau potable	Diagnostic sans suite depuis 2000. CTE envisagés non réalisés.
Dombes	ADAPRA (2002) ISARA (2004) SM des Territoires de Chalaronne (2006)	Pisciculture	Diagnostic sans suite depuis 2002 (6 BV prioritaires). Étude piscicole en cours sur une petite partie en 2004. Plan d'action en 1ère année sur les territoires de Chalaronne.
Nappe sud-est de Bourg-en-Bresse	Syndicat Ain-Veyle-Revermont	Eau potable	Diagnostic terminé : rapport de mars 2004. Plan d'action en 1ère année.
Toison	Commune de Villieu	Eau potable	Plan d'action terminé (3 ans). Mise en place d'une veille analytique et technique. Intégration d'actions dans le contrat de rivière de la Basse Vallée de l'Ain




---

---

---

---

---

---

---

---

## Département de l'Ardèche

Pas d'action en cours  
dans le cadre de la CROPPP




---

---

---

---

---

---

---

---

## Département de la Drôme

Bassins versants CROPPP	Maître d'ouvrage	Enjeux	Etat d'avancement
Plaine rhodanienne	Chambre d'Agriculture 26	Eau potable essentiellement	Diagnostic achevé en 2003 → définition de 10 bassins versants prioritaires. Actions de communication et de sensibilisation des élus (2005 et 2006).
Nappe de Romans-sur-Isère	Communauté de communes de Romans-sur-Isère (Chambre d'Agriculture pour le diagnostic d'exploitation)	Eau potable	Diagnostic terminé en 2004. Démarrage du plan d'action en 2005 (notamment actions ZNA)




---

---

---

---

---

---

---

---

## Département de l'Isère

Bassins versants CROPPP	Maître d'ouvrage	Enjeux	Etat d'avancement
Captage de Bourgoin-Jallieu et nappe de la Bourbre	Commune de Bourgoin-Jallieu et Syndicat Mixte d'Aménagement du Bassin de la Bourbre	Eau potable et patrimoniale	Diagnostic terminé en 2003. Mise en place du programme d'action (intégration au SAGE de la Bourbre) : concertation avec la profession agricole




---

---

---

---

---

---

---

---

## Département de la Loire

Bassins versants CROPPP	Maitre d'ouvrage	Enjeux	Etat d'avancement
Coise (42 et 69)	SIVU de la Coise	Eau potable essentiellement	Diagnostic sur les risques de transfert des pesticides non validé (à affiner sur l'ESO)




---

---

---

---

---

---

---

---

## Département du Rhône

Bassins versants CROPPP	Maitre d'ouvrage	Enjeux	État d'avancement
Captages d'Ambérieux et Quincieux	Syndicat Mixte d'Eau Potable de Saône-Turdine	Eau potable	Diagnostic et étude de faisabilité « désherbage » sans suite depuis 2001
Retenue de la Gimond	Syndicat Intercommunal de l'Eau et de l'Assainissement Chazelles-Vinccelles	Eau potable	Diagnostic sans suite depuis 2002 malgré plusieurs présentations de plan d'actions
Beaujolais viticole	Chambre Agriculture 69	Eau patrimoniale et potable	Plan d'action en cours depuis 2003 (3ème année)
Morcille	Chambre Agriculture 69	Eau patrimoniale	Plan d'action en cours : 4ème année
Bassin versant de la Brévenne	Syndicat Intercommunal des Eaux de la Brévenne	Eau potable	Diagnostic réalisé en 2000. Pas d'action envisagée depuis
Bassin versant Brévenne-Turdine	Syndicat de Rivières Brévenne-Turdine	Eau potable essentiellement	Diagnostic sur les risques de transfert pesticides (étude pollutions agricoles) : juin 2006




---

---

---

---

---

---

---

---

## Département de la Savoie

Bassins versants CROPPP	Maitre d'ouvrage	Enjeux	Etat d'avancement
Bassin versant du Bourget	Comité Intersyndical pour l'Assainissement du Lac du Bourget (CISALB)	Eau patrimoniale et potable	Terminé en 2001: le diagnostic a donné lieu au choix de 3 bassins versants prioritaires : la Chautagne, les Aymes et le massif de l'Epine
Communes de Chambéry, Aix-les-Bains, La Motte Servolex	CISALB	Eau patrimoniale et potable	Plan de desherbage communal + mise au point d'une méthodologie régionale
Chautagne	Chambre d'Agriculture 73	Eau patrimoniale et potable	Pré-étude au choix d'un sous-bassin, probablement viticole (pas de suite actuellement)




---

---

---

---

---

---

---

---

## Département de la Haute-Savoie

Bassins versants CROPPP	Maître d'ouvrage	Enjeux	Etat d'avancement
Mercube	Chambre d'Agriculture 74	Eau patrimoniale	Pas de suite donnée aux analyses de 2001/2002
Haut-Léman	Chambre d'Agriculture 74	Eau patrimoniale	Pas de suite donnée au diagnostic de 2001




---

---

---

---

---

---

---

---

## Orientations stratégiques 2005-2007



**CROPPP**

R h ô n e - A l p e s

cellule régionale d'observation et de prévention des pollutions par les pesticides

---

---

---

---

---

---

---

---

## Axes prioritaires d'actions pour 2005-2007

- **Surveillance de la qualité des eaux :**
  - ✓ harmoniser les 2 réseaux AERMC et DIREN
  - ✓ synthétiser les résultats avec les données issues des suivis DDASS
  - ✓ mettre en place un observatoire de l'utilisation des pesticides
  - ✓ maintenir le réseau de surveillance régional




---

---

---

---

---

---

---

---

## Axes prioritaires d'actions pour 2005-2007

### ➤ Mise en œuvre de plans d'actions :

- ✓ réduire de moitié les captages AEP avec problème
- ✓ encourager l'entretien différencié des espaces verts dans les communes
- ✓ communiquer sur l'état d'avancement des actions (3ème Assemblée plénière)
- ✓ engager des plans d'actions dans les 29 BV prioritaires



---

---

---

---

---

---

---

---

## Axes prioritaires d'actions pour 2005-2007

### ➤ Outils méthodologiques :

- ✓ élaboration d'un document stratégique régional (pour MAP et MEDD)
- ✓ synthèse des plans d'action (annexé au document stratégique régional)
- ✓ communication accrue, notamment sur le site Internet de la CROPPP (plan Qualité, synthèse des plans d'action, bilan des expérimentations ZNA...)
- ✓ révision du Plan Qualité CROPPP (en cours)



---

---

---

---

---

---

---

---



---

---

---

---

---

---

---

---



# Protection des ressources en eau de la Ville de Rennes :

Daniel HELLE - Syndicat Mixte de Production d'eau potable du  
Bassin Rennais



Date:  
23 Mai 2006  
Intervenant :  
Daniel HELLE

Objet :  
- Journées  
technique  
association  
Rivière Rhône  
Alpes – 23 Mai  
2006

Contact :  
eau.rennes@ville-  
rennes.fr, 02 23  
62 11 41

## Protection des ressources en eau de la Ville de Rennes Exemple de l'adduction de Rennes 1




---

---

---

---

---

---

---

---



## Plan d'intervention

- 1 – Enjeux et infrastructures de l'alimentation en eau du bassin rennais
- 2 – L'adduction de Rennes 1
- 3 – L'opération d'acquisition foncière
- 4 – L'opération de protection de la ressource en eau dans le cadre du programme Bretagne Eau Pure
- 5 – Bilan et perspectives

---

---

---

---

---

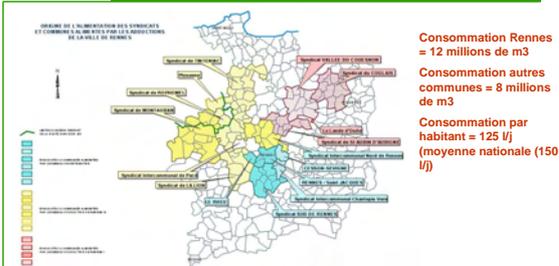
---

---

---



## 1 – Enjeux et infrastructures de l'alimentation en eau du bassin rennais



La Ville de Rennes est propriétaire des infrastructures qui fournissent 40% des besoins en eau du département (= 20 millions de m<sup>3</sup>)

---

---

---

---

---

---

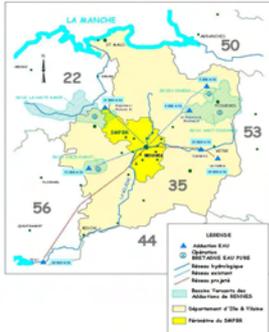
---

---



## Les infrastructures de production

ALIMENTATION EN EAUX RESIDENTIELLE ET PROJETEE  
DU BASSIN RENNAIS



### 5 captages :

Rennes 1 : les drains (eau subsuperficielle)

Rennes 2 : Mézières sur Couesnon (rivière)

Rennes 3 : Rophémel (retenue)

Rennes 4 : La Chèze (retenue)

Rennes 5 : Le Meu (rivière)

101 km d'adductions d'eau potable

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---



## Les infrastructures de production




---

---

---

---

---

---

---

---

---

---



## Les enjeux de l'alimentation en eau du bassin rennais

### 1 – Enjeu quantité

- besoins supplémentaires estimés à 5 à 7 millions de m<sup>3</sup> à l'horizon 2010 (+ 30%)
- ces nouveaux besoins s'expliquent par :
  - une augmentation de 60 000 habitants attendue dans l'agglomération rennaise (aujourd'hui 350 000 habitants)
  - une demande en augmentation des communes pour bénéficier de l'eau du réseau rennais en raison des problèmes de qualité de leurs ressources
  - la nécessité de vidange décennale des barrages
  - la prise en compte de l'augmentation attendue des fréquences d'années sèches
- Les solutions envisagées ont été définies et hiérarchisées à la suite d'une inspection interministérielle (ministères agriculture et environnement) de 2000 :
  - \* première priorité = reconquête qualité de l'eau
  - \* puis interconnexions des réseaux permettant la sécurité d'approvisionnement : création d'une nouvelle adduction en provenance de Arzal (embouchure Vilaine), et d'une autre en provenance de la Haute Vilaine.

### 2 – Enjeu qualité

---

---

---

---

---

---

---

---

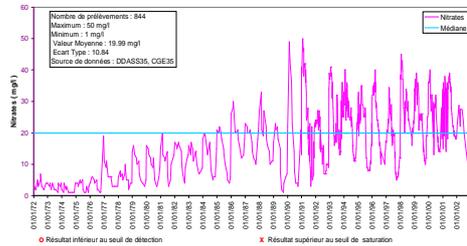
---

---



## L'enjeu qualité - nitrates

Adduction de Rennes 3 - Evolution des teneurs en nitrates à la prise d'eau  
Période : janvier 1972 - janvier 2003



---

---

---

---

---

---

---

---

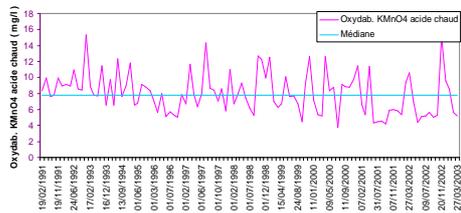
---

---



## L'enjeu qualité – matières organiques

Adduction de Rennes 3  
Evolution des teneurs en Oxydab. KMnO4 acide chaud à la prise d'eau (retenue de Rophême)  
Période : janvier 1991 - mars 2003



---

---

---

---

---

---

---

---

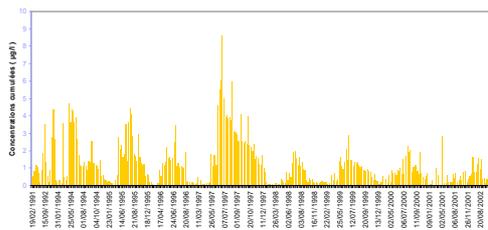
---

---



## L'enjeu qualité – Pesticides

Adduction de Rennes 3  
Evolution des teneurs cumulées en pesticides à la prise d'eau (retenue de Rophême)  
Période : janvier 1991 - mars 2003



---

---

---

---

---

---

---

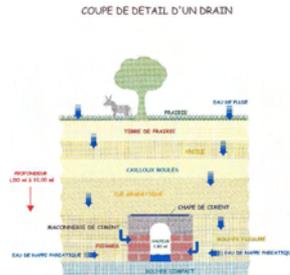
---

---

---



## 2 - L'adduction de Rennes 1 - Infrastructure



Création en 1882

---

---

---

---

---

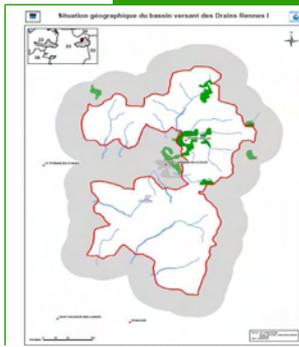
---

---

---



## L'adduction de Rennes 1 - Infrastructure



- 13 drains totalisant 11 Km linéaire
- 2300 ha drainés
- 2,5 à 3 millions de m3 d'eau/an
  
- secteur de forte production laitière (2 UGB/ha)
- 52 exploitations principales

---

---

---

---

---

---

---

---



## L'adduction de Rennes 1

---

---

---

---

---

---

---

---





### 3 - L'adduction de Rennes 1 – Acquisitions foncières

- . Acquisitions dans le cadre du remembrement lié au passage de l'autoroute A84 : la Ville a proposé aux communes d'étendre le périmètre remembré aux périmètres de protection
- . Constitution d'une réserve foncière par la SBAFER en vue d'échange (attribution de primes pour faciliter les cessions)
- . Participation financière aux travaux connexes au remembrement (création de talus, réorganisation parcellaire)
- . Résultats : maîtrise de la quasi totalité des terrains visés (145 ha)

---

---

---

---

---

---

---

---



### L'adduction de Rennes 1 – Gestion du foncier acquis

- . Etude technique et paysagère pour définir la gestion du foncier acquis
- . Boisement de 70 ha
- . Création de talus tout autour (17 Km)
- . Mise en place des clôtures
- . Soumission des terrains au régime forestier avec gestion du patrimoine par l'ONF

---

---

---

---

---

---

---

---



### L'adduction de Rennes 1 - Boisement

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---



### L'adduction de Rennes 1 – Acquisitions foncières et boisement - Bilan financier

	Quantités	Coût	Subventions attendues
<b>Acquisitions des terrains</b>	145 ha acquis	0,8 M€	- 50% agence eau - 25% Syndicat mixte de production d'eau potable du bassin rennais
<b>Aménagement Travaux connexes</b>	14 Km talus, réorganisation parcellaire (chemins d'exploitations)	0,6 M€	- 20% agence eau
<b>clôtures</b>		0,07 M€	- 40% agence eau - 10% Région - 25% Syndicat mixte de production d'eau potable du bassin rennais
<b>boisement</b>	70 ha	0,35 M€	- 40% Etat (Fond Forestier National) - 40% agence eau - Complément Région et Syndicat mixte de production d'eau potable du bassin rennais

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---



### 4 - L'adduction de Rennes 1 – L'opération Bretagne Eau Pure



- Financeurs : Région, Départements, Agence de l'eau , Etat, Europe
- Porteurs de projet : Propriétaires de captages, communautés de communes, syndicat de bassin versant, ...
- Coordination des opérations
- échelle = bassin versant

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---



### L'adduction de Rennes 1 – Opération Bretagne Eau Pure

Opération engagée depuis 1996

Les actions réalisées :

- . PMPOA : opération groupée pour toutes les exploitations
- . Indemnités des servitudes de l'arrêté préfectoral de protection de captage (construction de bâtiments animaux hiver, compléments de fumières, silos ensilage)
- . Réduction de la pression azotée organique
- . Conseil individuel en fertilisation : réduction de la pression azotée minérale

---

---

---

---

---

---

---

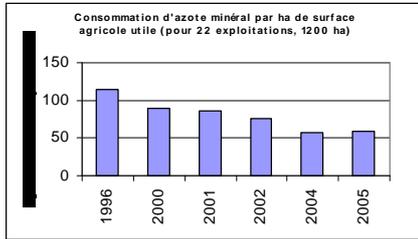
---

---

---



### L'opération Bretagne Eau Pure – Les résultats



Réduction de 50% de la consommation d'engrais minéral

---

---

---

---

---

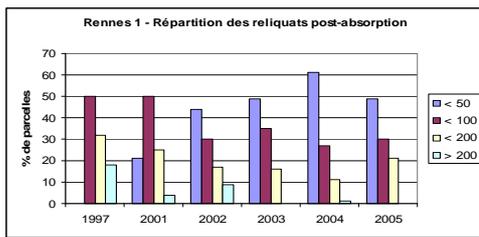
---

---

---



### L'opération Bretagne Eau Pure – Les résultats



Réduction significative des reliquats azotés post-absorption

---

---

---

---

---

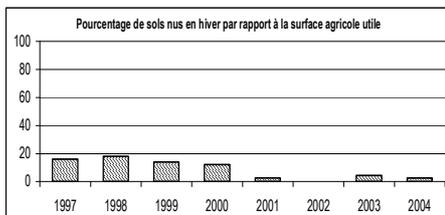
---

---

---



### L'opération Bretagne Eau Pure – Les résultats



Réduction des surfaces de sols nus

---

---

---

---

---

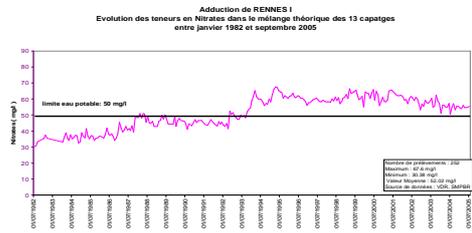
---

---

---



## L'opération Bretagne Eau Pure – Les résultats



Stabilisation du mélange des 13 captages (après une augmentation de 3 mg/l/an)

---

---

---

---

---

---

---

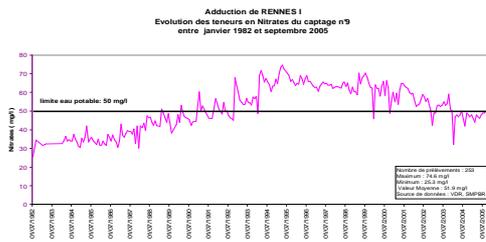
---

---

---



## L'opération Bretagne Eau Pure – Les résultats



Réduction significative de la concentration de 3 captages

---

---

---

---

---

---

---

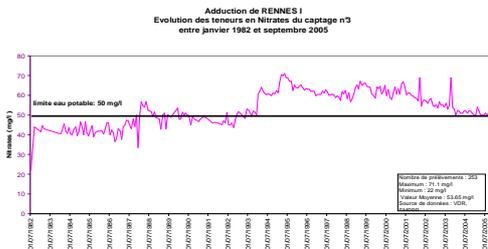
---

---

---



## L'opération Bretagne Eau Pure – Les résultats



---

---

---

---

---

---

---

---

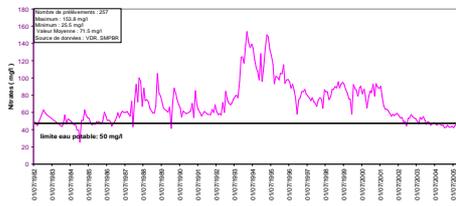
---

---



## L'opération Bretagne Eau Pure – Les résultats

Adduction de RENNES I  
Evolution des teneurs en Nitrates du captage n°12  
entre janvier 1982 et septembre 2005



---

---

---

---

---

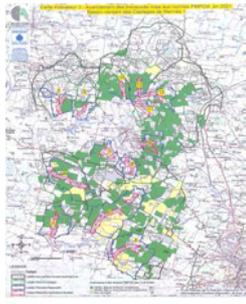
---

---

---



## L'opération Bretagne Eau Pure – Les résultats



Suivi SIG afin de mettre en relation pratiques et qualité d'eau

---

---

---

---

---

---

---

---



## L'opération Bretagne Eau Pure – Les coûts

---

---

---

---

---

---

---

---



5 - Bilan - Perspectives

A large, empty rectangular box with a thin black border, intended for notes or a detailed report.

Seven horizontal black lines stacked vertically, providing a space for a list or a series of short notes.



# Plan d'action phytosanitaire sur un micro bassin pilote

Stéphane KIHLE - Syndicat Mixte Veyle Vivante



---

---

---

---

---

---

---

---

Sommaire
Objectifs de la démarche
Choix de la zone, localisation
Définition de l'état initial
<ul style="list-style-type: none"><li>• Carte de vulnérabilité</li><li>• Enquêtes agricoles</li></ul>
Mesures en place
<ul style="list-style-type: none"><li>• Animation agricole</li><li>• Plans de Désherbage communaux</li><li>• Suivi par prélèvements</li></ul>
Coûts et financement
Limites de la démarche
Perspectives

---

---

---

---

---

---

---

---

Objectifs de la démarche
Opération inscrite au titre du volet AIII du contrat de rivière
Opération à caractère <u>expérimental</u> visant à tester:
<ul style="list-style-type: none"><li>• Des méthodes de diagnostic</li><li>• Des méthodes de suivi de qualité des eaux</li><li>• Différents types d'actions auprès de divers acteurs (agriculteurs, communes...)</li></ul>

---

---

---

---

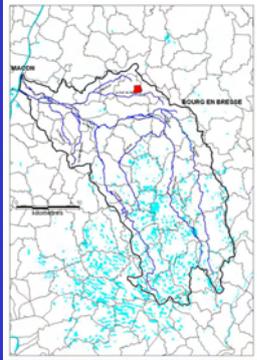
---

---

---

---

### Choix de la zone, localisation



Territoire de la Bresse  
BV de 130 ha environ

Critères de choix :

- Limites facilement identifiables
- Intérêt local pour la démarche
- Pression agricole forte



---

---

---

---

---

---

---

---

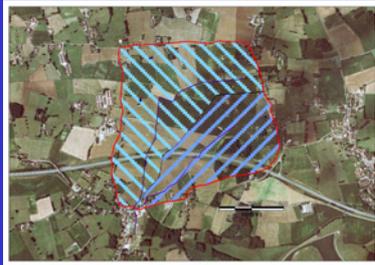
### Choix de la zone, localisation

1 bief principal et 1 bief secondaire → 2 sous bassin versants

Forte pression agricole : surfaces cultivées majoritaires, parcelles drainées

2 communes et 10 exploitations agricoles concernées

Passage de l'A40



---

---

---

---

---

---

---

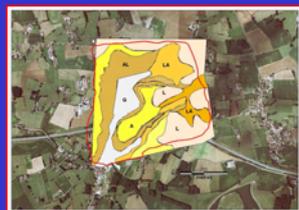
---

### Définition de l'état initial : carte de vulnérabilité

→ Utilisation de la méthodologie CORPEN

#### **Pédologie**

- Terrains blancs, limons
- Argile jaune, terrain maré
- Terrains morts, argile de bas-fond
- Colluvions AL ou LA



---

---

---

---

---

---

---

---

### Définition de l'état initial : carte de vulnérabilité

→ Utilisation de la méthodologie CORPEN

<p><b>Pédologie</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Terrains blancs, limons</li> <li>• Argile jaune, terrain mare</li> <li>• Terrains morts, argile de bas-fond</li> <li>• Colluvions AL ou LA</li> </ul>	<p><b>Voies d'écoulement naturel</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Surfactive et subsurfactive</li> <li>• Surfactive</li> <li>• Infiltration et subsurfactive</li> </ul>	
--	---	--




---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

### Définition de l'état initial : carte de vulnérabilité

→ Utilisation de la méthodologie CORPEN

<p><b>Pédologie</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Terrains blancs, limons</li> <li>• Argile jaune, terrain mare</li> <li>• Terrains morts, argile de bas-fond</li> <li>• Colluvions AL ou LA</li> </ul>	<p><b>Voies d'écoulement naturel</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Surfactive et subsurfactive</li> <li>• Surfactive</li> <li>• Infiltration et subsurfactive</li> </ul>	<p style="text-align: center;"><b>Drainage</b></p> <p style="font-size: small;">Les écoulements par drainage sont considérés comme des écoulements de subsurface</p>
--	---	--




---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

### Définition de l'état initial : carte de vulnérabilité

→ Utilisation de la méthodologie CORPEN

<p><b>Pédologie</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Terrains blancs, limons</li> <li>• Argile jaune, terrain mare</li> <li>• Terrains morts, argile de bas-fond</li> <li>• Colluvions AL ou LA</li> </ul>	<p><b>Voies d'écoulement naturel</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Surfactive et subsurfactive</li> <li>• Surfactive</li> <li>• Infiltration et subsurfactive</li> </ul>	<p style="text-align: center;"><b>Drainage</b></p> <p style="font-size: small;">Les écoulements par drainage sont considérés comme des écoulements de subsurface</p>
--	---	--



**Voies d'écoulement réelles**

- Surface et subsurfactive
- Surfactive
- Infiltration > subsurfactive
- Infiltration < subsurfactive

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

Définition de l'état initial : carte de vulnérabilité



Vulnérabilité du milieu

	Occupation du sol	Voies d'écoulement réelles
• Modérée	• Prairies, forêts	• Surface et subsurface
• Très forte	• Faible à nulle	• Surface
• Très forte	• Faible à nulle	• Infiltration > subsurface
• Moyenne à forte	• Faible à nulle	• Infiltration < subsurface

---

---

---

---

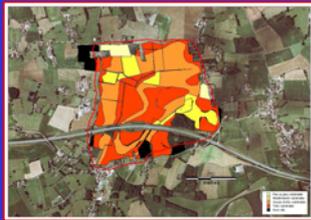
---

---

---

---

Définition de l'état initial : carte de vulnérabilité



→ Forte vulnérabilité du milieu vis-à-vis des pollutions phytosanitaires

→ Cette analyse peut servir d'indicateur de suivi de la démarche

Vulnérabilité du milieu

	Occupation du sol	Voies d'écoulement réelles
• Modérée	• Prairies, forêts	• Surface et subsurface
• Très forte	• Faible à nulle	• Surface
• Très forte	• Faible à nulle	• Infiltration > subsurface
• Moyenne à forte	• Faible à nulle	• Infiltration < subsurface

---

---

---

---

---

---

---

---

Définition de l'état initial : autres données du milieu

• Paysage et zones tampon naturelles



• Densité du réseau hydrographique

---

---

---

---

---

---

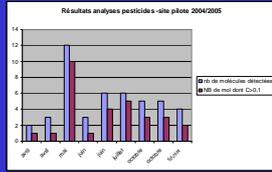
---

---



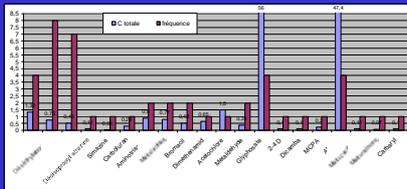
### Programme d'action : Analyse d'échantillons d'eau

- 8 prélèvements en 2004, 6 en 2005, 3 prélèvements de sédiments
- Paramètres analysés : pesticides, nitrates, phosphore, COD, DBO, MES...
- Grande variabilité des résultats d'analyse en fonction des conditions climatiques au moment du prélèvement



#### Perspective :

- Continuation de la campagne de mesure
- Pose d'un débitmètre à l'exutoire du bassin versant




---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

### Coûts et financement

Les coûts ne concernent que le suivi de la qualité des eaux

Analyse d'échantillons : 7800 € HT / an

Débitmètre : 1400 € HT

#### Financements :

Agence de l'Eau RMC : 50 %

Conseil Régional : 15 %

Moyens humains: 40 jours pour l'année de mise en place, 25 jours/an environ ensuite

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

### Enseignements

- Accueil favorable de la part des agriculteurs concernés car mesures peu contraignantes et basées sur le volontariat
- L'échelle d'étude choisie rend difficile la réalisation d'actions à l'échelle de l'exploitation, ou l'utilisation de dispositifs contractuels existants
- Le rôle de « zone pilote » est rempli du point de vue des plans de désherbage : 8 communes du BVV en ont fait la demande
- Les mesures de suivi présentent de nombreuses difficultés d'interprétation, et fournissent au mieux une indication de tendance

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---





# Plan d'action phytosanitaire sur le bassin du Toison, affluent de l'Ain

Laurence GARNIER - Chambre d'agriculture de l'Ain

# OPERATION PHYTOSANITAIRE

## sur le bassin versant du TOISON

(*affluent de la rivière d'Ain*)



Opération phytosanitaire du BV du Toison  
journée Agriculture et pollution diffuse - 23 mai 2006

1

---

---

---

---

---

---

---

---

## DIAGNOSTIC PHYTOSANITAIRE réalisé en 2001/2002

### PROGRAMME D' ACTIONS réalisé de 2003 à 2005

En parallèle, de 2001 à 2005  
**SUIVI ANALYTIQUE**  
de la rivière et des puits AEP  
de Villieu Loyes Mollon



Opération phytosanitaire du BV du Toison  
journée Agriculture et pollution diffuse - 23 mai 2006

2

---

---

---

---

---

---

---

---

## Contexte de l'étude

- Observation de teneurs en Atrazine et DEA préoccupantes (> 400 ng/l) dans les **puits A.E.P. de la commune de Villieu**, dès 1995.
- Mise en évidence par une étude hydrogéologique, en 98/99, de **l'origine agricole** de ces flux en provenance du bassin versant de la rivière **le Toison**



Opération phytosanitaire du BV du Toison  
journée Agriculture et pollution diffuse - 23 mai 2006

3

---

---

---

---

---

---

---

---

## Contexte de l'étude

- Dès 2000, réflexion avec les professionnels de la Chambre de l'Ain, la commune de Villieu et les administrations concernées (DDA, DDASS) pour la mise en place d'un diagnostic phyto
- La CROPPP inscrit cette étude dans son programme de financement 2001, dans le cadre du « *prog national en faveur de la réduction de la pollution de l'eau par les phyto* »
- Commencement du diagnostic en Sept 2001



Opération phytosanitaire du BV du Toison  
journée Agriculture et pollution diffuse - 23 mai 2006

4

---

---

---

---

---

---

---

---

## Composition des comités

- |  |  |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Comité technique</b></li><li>- AE RMC</li><li>- CROPPP (drass)</li><li>- DDAF</li><li>- DDASS</li><li>- Chargé de mission de la basse vallée de l'Ain</li><li>- <u>CA 01</u> (maître d'œuvre)</li></ul> | <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Comité de pilotage</b></li><li>- Membres du CT</li><li>- <u>Mairie de Villieu</u> (M. d'ouvrage)</li><li>- Mairies alimentées par les puits</li><li>- Coop, distributeurs</li><li>- professionnels agri.</li><li>- Association écologiste</li></ul> |
|--|--|



Opération phytosanitaire du BV du Toison  
journée Agriculture et pollution diffuse - 23 mai 2006

5

---

---

---

---

---

---

---

---

## Acte 1

### Diagnostic phytosanitaire sur le bassin versant du TOISON

2001-2002



Opération phytosanitaire du BV du Toison  
journée Agriculture et pollution diffuse - 23 mai 2006

6

---

---

---

---

---

---

---

---

## Montage financier

- Coût de l'étude : 65 000 € HT (427 000 FHT)  
☒ 38% coût analyses et 62% moyens humains (83 jours)
- Financement :
  - 35% FNSE (état/CROPPP)
  - 25% Agence de l'eau RMC
  - 20% Communes alimentées par le puits
  - 20% Chambre d'Agriculture de l'Ain



Opération phytosanitaire du BV du Toison  
journée Agriculture et pollution diffuse - 23 mai 2006

7

---

---

---

---

---

---

---

---

## La zone d'étude

- Affluent de la rivière d'Ain
- Environ 5000 ha dont 3000 ha de S.A.U
- Au maximum 16 km de long pour 6 km de large
- 60 agriculteurs
- Prédominance de la polyculture élevage
- Existence d'une zone grande culture avec irrigation
- ☞ Forte présence du maïs



Opération phytosanitaire du BV du Toison  
journée Agriculture et pollution diffuse - 23 mai 2006

8

---

---

---

---

---

---

---

---

## La zone d'étude

- Partie amont du Toison : sols limoneux (battants) ou limono-argileux, hydromorphes ▲ sols peu perméables
- Partie aval caractérisée par des sols limono-argilo-sableux sur cailloutis alluvial ▲ sols filtrants



Opération phytosanitaire du BV du Toison  
journée Agriculture et pollution diffuse - 23 mai 2006

9

---

---

---

---

---

---

---

---

## Déroulement de l'étude

- **2 Phases :**
  - Détermination des zones préférentielles de transfert des pesticides vers ce cours d'eau
  - Diagnostics parcellaires dans ces zones
- **Objectif final :**
  - Aboutir à un programme d'actions concrètes pour limiter les transferts de pesticides vers le milieu naturel



Opération phytosanitaire du BV du Toison  
journée Agriculture et pollution diffuse - 23 mai 2006

10

---

---

---

---

---

---

---

---

## 1<sup>ère</sup> phase de l'étude

Réalisation d'un Diagnostic global à l'échelle du BV

- Récolte et analyse de données existantes
  - **milieu naturel** : données géologiques, hydrogéologiques, hydrologiques, climatiques
  - **milieu agricole** : photos aériennes, parcelles drainées
- Sondages pédologiques
  - Classement des sols selon la méthode CORPEN



Opération phytosanitaire du BV du Toison  
journée Agriculture et pollution diffuse - 23 mai 2006

11

---

---

---

---

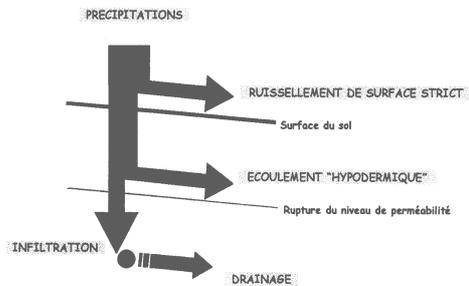
---

---

---

---

### Schéma de circulation de l'eau excédentaire dans les parcelles



Opération phytosanitaire du BV du Toison  
journée Agriculture et pollution diffuse - 23 mai 2006

12

---

---

---

---

---

---

---

---

**MODE DE CIRCULATION DE L'EAU SELON LES UNITES DE SOLS RENCONTRES DANS LE BASSIN VERSANT  
(Méthode CORPEN)**

UNITE DE SOLS SELON LA CARTE PEDOLOGIQUE	CARACTERISTIQUES	MODE DE CIRCULATION POSSIBLE EN HIVER
Limons lessivés dégradés peu hydromorphes de bordure Est de DOMBES	Limons peu profonds peu battant	
Limons lessivés dégradés hydromorphes de DOMBES Centrale	Limons hydromorphes de DOMBES	
Limons argilo-sableux sur cailloutis alluvial de la Plaine de l'Ain à 40 ou 80 cm	Cailloutis de terrasse calcaire	
Limons argileux profonds de talweg	Limons-argileux profonds hydromorphes ou sains	



Opération phytosanitaire du BV du Toison  
journée Agriculture et pollution diffuse - 23 mai 2006

13

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

- Enquêtes auprès des prescripteurs
- Enquêtes auprès des principales communes
- Réunions locales avec les agriculteurs :
  - ▲ Réaliser un travail d'ébauche cartographique en situant :
    - \* Zones tampons (PN, Haies, talus)
    - \* Zones réceptrices de produits phytosanitaires (assolement 2001)
    - \* Parcelles drainées / irriguées
    - \* Fossés
  - ▲ Connaître leurs pratiques phytosanitaires
    - \* type et quantité de produits utilisés, période de traitement.



Opération phytosanitaire du BV du Toison  
journée Agriculture et pollution diffuse - 23 mai 2006

14

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

- Croisement des données pédologiques et de l'assolement 2001 (au moyen du SIG):
  - ▲ 3 niveaux de risque de transfert des pesticides par **ruissellement** ont été définis
  - ▲ 1 seul niveau de risque par **infiltration** a été défini



Opération phytosanitaire du BV du Toison  
journée Agriculture et pollution diffuse - 23 mai 2006

15

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

## En parallèle à cette 1<sup>ère</sup> phase

- Suivi des teneurs en **pesticides azotés** sur 7 points de la rivière, (pb atrazine)
- Analyse **multi-résidus** à la fermeture du bassin versant du Toison avant sa confluence avec l'Ain, au point n°8
- 14 prélèvements de juin 2001 à juil 2002



---

---

---

---

---

---

---

---

## Conclusions 1<sup>ère</sup> phase

- En fonction des croisements pédologiques et assolement 2001 et des résultats du suivi analytique :
  - ➔ Définition de 2 zones prioritaires de transfert, une par ruissellement, l'autre par infiltration.



---

---

---

---

---

---

---

---

## 2<sup>ème</sup> phase de l'étude

Réalisation de diagnostics à l'échelle de l'exploitation

- **Diagnosics parcellaires**  
(selon la méthode CORPEN)
  - Visite, avec l'agriculteur, de toutes ses parcelles dans la zone d'étude :
    - ☒ Caractéristiques paysagères (protection aval, cours d'eau/fossé, drain)
    - ☒ Caractéristiques pédologiques (sondage tarière systématique, rupture de perméabilité, texture de surface, battance)



---

---

---

---

---

---

---

---

- Attribution d'une note de risque annuel de transfert des pesticides par ruissellement ou d'infiltration (selon problématique du terrain)
- Regroupement des parcelles en 3 classes de risque ⇒ niveaux de priorité des actions à mener (hiérarchisation)
- Transfert de toutes les infos récoltés sur le terrain, parcelle par parcelle, vers le SIG :
  - données « manuelles » : PN, haies avec ou sans talus, fossé, exutoire de drainage, )
  - données « calculées » : note de risque annuel




---

---

---

---

---

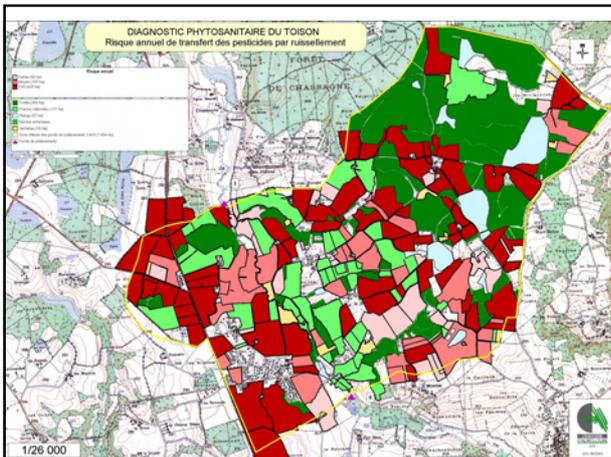
---

---

---

---

---




---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

## 2<sup>ème</sup> phase de l'étude

Réalisation de diagnostics à l'échelle de l'exploitation

### • Diagnosics « pollution ponctuelle »

3 thèmes :

- Protection de l'individu
- Limitation des pollutions ponctuelles (manipulation du produit en-dehors du traitement)
- Maîtrise de l'application (au champ)




---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

## Conclusion du diagnostic phytosanitaire

- Réflexion sur le programme d'actions à mettre en place pour :
  - la limitation des **pollutions ponctuelles**
    - Campagne de contrôle de pulvérisateurs
    - Amélioration de la gestion des fonds de cuve et des aires de remplissage
  - La limitation des **pollutions diffuses**
    - Mises en place de bandes enherbées, de nouvelles ripisylves, semis sans labour, intercultures
    - Réflexion autour de méthodes alternatives (ex.: désherbinage)



---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

## Conclusion (suite)

- En parallèle à ces actions :
  - **Suivi analytique** en **multi résidus** de la rivière et des puits de captage AEP
  - Réalisation et diffusion **d'une plaquette de sensibilisation de bonnes pratiques phyto et protection de l'individu**
  - **travail de la FREDEC** : Diffusion d'un document de sensibilisation à destination du milieu non agricole (*agents des services tk des communes et jardiniers amateurs*)



---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

## Acte 2

### Le programme d'actions sur le bassin versant du TOISON

2003-2005



---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

## Bilan des actions agricoles réalisées sur 3 années de 2003 à 2005

En 2003,

Actions mises en place uniquement avec les agriculteurs exploitant sur **les zones prioritaires**

2004 et 2005 :

Actions sur **l'ensemble du bassin versant du Toison**



Opération phytosanitaire du BV du Toison  
journée Agriculture et pollution diffuse - 23 mai 2006

25

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

## Actions proposées

- Communication et création de **documents de sensibilisation**
  - Pour le milieu agricole
  - pour le milieu non agricole
- Limitation des **pollutions ponctuelles**
  - Campagne de contrôle de pulvérisateurs
  - Amélioration de la gestion des fonds de cuve et des aires de remplissage/ remplissage/nettoyage



Opération phytosanitaire du BV du Toison  
journée Agriculture et pollution diffuse - 23 mai 2006

26

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

## Actions proposées

- Limitation des **pollutions diffuses**
  - Maintien ou nouvelles ripisylves, maintien des fossés végétalisés
  - Mise en jachère ou en prairie
  - Intercultures
  - Réflexion autour de méthodes alternatives (ex.: désherbinage)
  - Semis sans labour,
  - Mises en place de bandes enherbées
- Mise en place **d'un suivi de ces actions**
  - Suivi analytique de la rivière et des puits AEP
  - Mise en place d'un tableau d'indicateurs



Opération phytosanitaire du BV du Toison  
journée Agriculture et pollution diffuse - 23 mai 2006

27

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

## Présentation du bassin versant du TOISON

**Surface totale : 5 500 ha** (bois et étangs compris)  
**60 exploitations agricoles**

- ⇒ **1 434 ha sur zone prioritaire** dont bois (353 ha) et étangs (57 ha)
- ⇒ **2 028 ha sur zone nord** (Chalamont)

**490 ha répertoriés dont :**

	2004	2005
<b>Maïs</b>	170	153
<b>Prairie</b>	120	150
<b>Céréales</b>	120	150
<b>Divers</b> (colza, soja, lupin, Tour, jac, etc.)	80	35




---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

## Présentation du bassin versant du TOISON

⇒ **640 ha sur zone sud** (nord de Villieu)  
**380 ha répertoriés dont :**

	2004	2005
<b>Maïs</b>	160	169
<b>Prairie</b>	100	98
<b>Céréales</b>	70	81
<b>Divers</b> (colza, soja, lupin, Tour, jac, etc.)	50	31



⇒ **1 500 ha en zone de plaine** (Villieu)  
**Problématique : terrains filtrants, lessivage**

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

## Communication envers les agriculteurs du BV

**60** exploitations agricoles  
 Dont 30 en zone prioritaire

Les 60 exploitations ont reçu :

- **En 2004 : 3 bilans** du suivi analytiques et des actions menées ainsi que **la plaquette** des bonnes pratiques phytosanitaires
- **En 2005 : 2 bilans**




---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

## Communication envers les agriculteurs du BV

35 exploitations agricoles ont été contactées  
individuellement sur les 3 ans

↪ 23 dans la zone prioritaire

↪ 12 hors zone prioritaire

**1 à 2 réunions par an :**

- taux de participation 30% sur la zone  
prioritaire

- dont une intervention de la sté MONSANTO -  
pb glyphosate et une intervention de notre  
conseillère CTE/CAD



Opération phytosanitaire du BV du Toison  
journée Agriculture et pollution diffuse - 23 mai 2006

31

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

Limitation des pollutions ponctuelles

## Diagnostics des pulvérisateurs

– Opération prise en charge en totalité par les  
agriculteurs et la chambre d'agriculture de  
l'Ain

– Démarche volontaire de l'exploitant de faire  
diagnostiquer son pulvérisateur

– Objectifs :

- Mise en évidence des dysfonctionnements du matériel
- Proposition d'améliorations afin d'éviter les transferts  
rapides vers le milieu naturel (*buses mal réglées, installation  
d'une cuve de rinçage, manomètre défectueux*)



Opération phytosanitaire du BV du Toison  
journée Agriculture et pollution diffuse - 23 mai 2006

32

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

## Diagnostics des pulvérisateurs

### BILAN

**15 APPAREILS SUR LA ZONE PRIORITAIRE**  
**11 APPAREILS CONTROLES en 2003 + 3 en 2004** (93%)

**6 En bon état** (43%)

**8 Avec défaut à corriger** (57%)  
(buses, régulation, manomètres défectueux)

**Estimation du coût total des réparations : 2 800 euros**  
(sans main d'œuvre) (Soit 350 € par appareil)

2 Appareils abandonnés prochainement :  
1 agri prévoit de s'associer avec un voisin  
1 agri prévoit d'acheter un nouvel appareil

Reste environ 10 appareils à diagnostiquer sur l'ensemble du BV



Opération phytosanitaire du BV du Toison  
journée Agriculture et pollution diffuse - 23 mai 2006

33

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

## Diagnostics des pulvérisateurs

### ETAT

14 APPAREILS CONTROLES

11 dont âge < ou = aux années 1990

3 des années 1999 - 2000

5 équipés d'un bac d'incorporation et bidon lave main

5 équipés de cuve de rinçage (non obligatoire)



Opération phytosanitaire du BV du Toison  
journée Agriculture et pollution diffuse - 23 mai 2006

34

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

## Amélioration des aires de remplissage, nettoyage

*Limitation des pollutions ponctuelles*

Récupération via un point bas de ts les écoulements chargés en produits phytosanitaires lors des phases de remplissage, etc. Puis acheminement vers un bac de récupération, type phytobac.

**Evite tt écoulement vers le milieu naturel**

Tk tjs en attente de cadre réglementaire

**▲ Action sur le BV : RAS difficulté de trouver un point central communs à 2/3 agri**



Opération phytosanitaire du BV du Toison  
journée Agriculture et pollution diffuse - 23 mai 2006

35

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

## Ripisylves, fossés végétalisés

*Limitation des pollutions diffuses*

- La haie permet de freiner les écoulements de l'eau excédentaire et favorise son infiltration dans le sol. Elle limite également l'effet dérive

- L'enherbement des fossés favorise la fixation et la dégradation de matières actives

**▲ Action sur le BV :**

- Essentiellement travail de sensibilisation lors de rencontre individuelles ou en réunion

- Suivi de l'évolution impossible avec les moyens humains disponibles. Nécessite énormément de travail de terrain pour chiffrer les données



Opération phytosanitaire du BV du Toison  
journée Agriculture et pollution diffuse - 23 mai 2006

36

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

## Mise en jachère ou prairie

**Cette mesure entraîne la suppression totale des produits phytosanitaires**

**Mise en place avec CTE... mais arrêt de cette procédure juste au début du programme d'actions**

**Pas de poursuite de cette action**



---

---

---

---

---

---

---

---

## Désherbinage

**Association du binage entre les rangs et du désherbage localisé sur les rangs**

**Diminution aux 2/3 de la quantité de désherbant**

**▲ Action sur le BV : en Juin 04, déplacement en Hte Saône à la rencontre d'utilisateurs**



---

---

---

---

---

---

---

---

## Désherbinage

**▲ Constat :**

- Difficulté de mise en place sur le secteur due à la technique du semis ss labour développée sur le BV du Toison
- Matériel onéreux et rentable à partir de 60 ha
- technique très précise et utilisée durant une période très courte
- Pas de poursuite sur le BV du Toison



---

---

---

---

---

---

---

---

## Intercultures

(uniquement sur zone prioritaire et sur parcelles « risque fort »\* (425 ha))

**Implantation d'un couvert végétal avant une culture de printemps**

☞ **Effet : Limitation de l'effet ruissellement** lors des périodes fortement pluvieuses essentiellement concentrées au printemps et à la fin de l'automne où le sol est nu ou peu couvert



Opération phytosanitaire du BV du Toison  
journée Agriculture et pollution diffuse - 23 mai 2006

40

---

---

---

---

---

---

---

---

## Intercultures

(uniquement sur zone prioritaire et sur parcelles « risque fort »\* (425 ha))

⇒ **IMPACT TRES LIMITE**

☞ **Cultures récoltées l'été**  
susceptibles d'être suivies d'une interculture:



	2003	2004	2005
Colza	25	7	25
Céréales	75	127	111
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>134</b>	<b>136</b>

**Soit pour 2005, 32% de la surface « risque fort » et seulement 10% en rotation avant maïs**



Opération phytosanitaire du BV du Toison  
journée Agriculture et pollution diffuse - 23 mai 2006

41

---

---

---

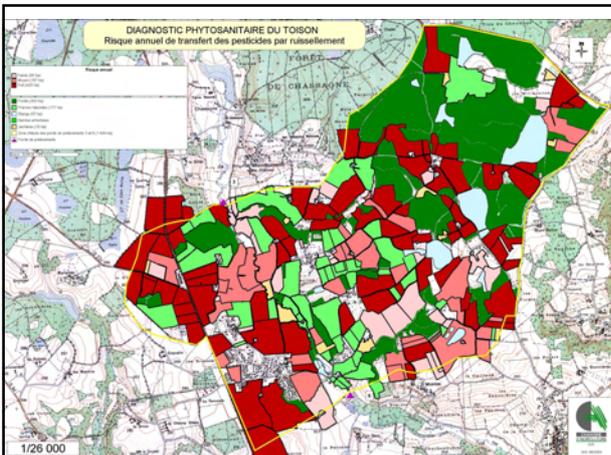
---

---

---

---

---



---

---

---

---

---

---

---

---

## Semis sans labour

Cette technique présente plusieurs avantages :

- Evite le tassement du sol et la création de voies de concentration
- Permet aux résidus de la culture précédente de jouer un rôle de couvert végétal

☞ Elle limite le facteur " battant " du sol et permet une meilleure infiltration de l'eau dans le sol.  
**Limitation de l'effet « ruissellement » après 3/4 années d'implantation**

Technique déjà très pratiquée sur ce secteur



Opération phytosanitaire du BV du Toison  
 journée Agriculture et pollution diffuse - 23 mai 2006

43

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

## Semis sans labour

(sur zone prioritaire uniquement)

Surface totale labourable : 847 ha



	2002	2003	2004	2005
<b>S<sup>2</sup> sans labour</b>	164	209	257	354
<b>S<sup>2</sup> non concernées</b> (PT ou jac)	157	168	145	187
<b>S<sup>2</sup> avec labour</b>	300	262	191	132
<b>Total surface répertoriée</b>	621	639	593	673



Opération phytosanitaire du BV du Toison  
 journée Agriculture et pollution diffuse - 23 mai 2006

44

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

## Semis sans labour

(sur zone prioritaire uniquement)

**BILAN sur les parcelles classées à RISQUE FORT\***  
 (425 ha)

	2002	2003	2004	2005
<b>S<sup>2</sup> sans labour</b>	98	141	200	191
<b>Reste à labourer</b>		150	89	92
<b>S<sup>2</sup> en PT ou jachère</b>		103	81	96

➡ Après plusieurs années d'augmentation, on note une stabilisation sur cette zone

\* : risque annuel de transfert des pesticides par ruissellement vers les eaux superficielles



Opération phytosanitaire du BV du Toison  
 journée Agriculture et pollution diffuse - 23 mai 2006

45

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

## Bandes enherbées

- Positionnement le long des cours d'eau permanent ou non
- Interceptent efficacement les écoulements issus du ruissellement
- Nécessité d'avoir une largeur d'au moins 6 mètres

Permettent la rétention et la dégradation des matières actives



---

---

---

---

---

---

---

---

## Bandes enherbées

### Contexte

#### ▲ Action sur le BV :

- fév. 2003 : Contexte de fin de CTE et donc d'aides incitatives en faveur de l'environnement
- Demande de notre président auprès de la DDA d'une dérogation relatives aux conditions de surface et de longueur des BE, le long de biefs permanents.



---

---

---

---

---

---

---

---

## Bandes enherbées

### Contexte

- Dérogation acceptée : **BE d'au moins 10 ares** (30ares par ailleurs) **et d'une largeur min de 10 ml** (20 ml) **sur une carte avec les cours d'eau permanents dûment identifiés.**
- En 2004, cette condition s'étend aux biefs non permanents.
- En 2005, mise en place de la conditionnalité des aides avec largeur minimale de 5 ml



---

---

---

---

---

---

---

---

### Bandes enherbées

#### ETAT INITIAL (2002) sur ZONE PRIORITAIRE

(sans prise en compte des prairies temporaires et jachère)

Cours d'eau PERMANENTS

Longueur totale du Toison et de ses affluents

→ 18 400 m soit **36 800 ml** de rives

Longueur totale de rives protégées naturellement

(forêt et PN)

→  $8\,099 \times 2 + 4\,985 =$  **21 183 ml** de rives, soit **58%**

Longueur à semer pour protéger la totalité du linéaire

→  $5\,248 \times 2 + 4\,985 =$  **15 481 ml** de rives



---

---

---

---

---

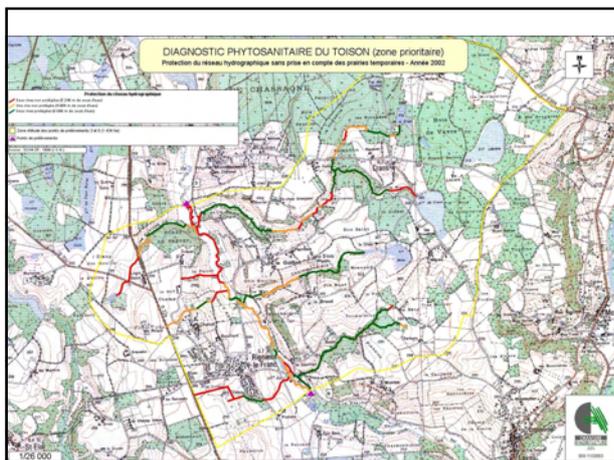
---

---

---

---

---



---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

### Bandes enherbées

#### ETAT au 30 juin 2005 sur ZONE PRIORITAIRE

(Avec prise en compte des prairies temporaires et jachère)

Cours d'eau PERMANENTS

Longueur totale du Toison et de ses affluents

→ 18 400 m soit **36 800 ml** de rives

Longueurs semées et PT conservées pour protéger le Toison et ses affluents

→  $16\,600 \times 2 + 1\,600 =$  **34 800 ml** de rives  
soit **94%** de protection

→ Reste 2 000 ml à protéger uniquement sur les affluents



---

---

---

---

---

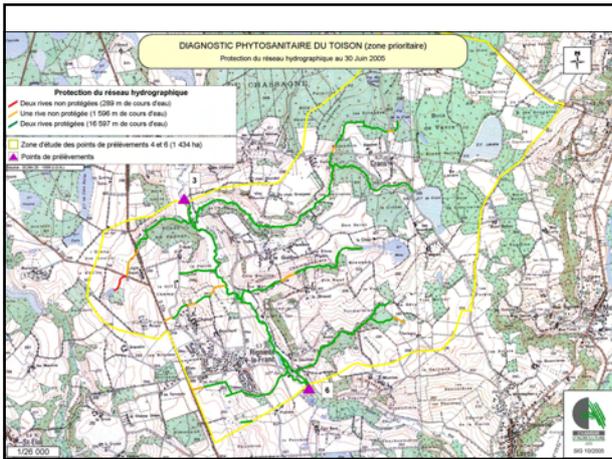
---

---

---

---

---




---

---

---

---

---

---

---

---

**Bandes enherbées**  
**ETAT au 30 juin 2005 sur les 3 zones du BV**  
*(Avec prise en compte des prairies temporaires et jachère)*

**Longueur totale du Toison et de ses affluents**  
 → 28 723 ml soit **57 446 ml de rives**

**Longueurs semées et PT conservées pour protéger le Toison et ses affluents (cours d'eau permanent)**  
 → 27 992 x 2 + 731 = **56 715 ml de rives**  
 soit **99% de protection**

*Pour mémoire : Longueurs semées et PT conservées pour protéger les cours d'eau permanents ET non permanents :*  
 34 800 + 15 878 + 41 363 = **92 041 ml de rives**

 Opération phytosanitaire du BV du Toison  
 journée Agriculture et pollution diffuse - 23 mai 2006 53

---

---

---

---

---

---

---

---

**Bandes enherbées**  
**ETAT au 30 juin 2005 sur la ZONE NORD**  
*(Avec prise en compte des prairies temporaires et jachère)*

**Cours d'eau PERMANENTS et NON PERMANENTS**

**Longueur totale du Toison et de ses affluents**  
 → 26 677 ml soit **51 354 ml de rives**

**Longueur totale de rives déjà protégées**  
 → 19 603 x 2 + 2 157 = **41 363 ml de rives, soit 80%**

→ **Reste 9 991 ml de rives à protéger**  
 pm : au 30 juin 2004, 59% des rives étaient protégées

 Opération phytosanitaire du BV du Toison  
 journée Agriculture et pollution diffuse - 23 mai 2006 54

---

---

---

---

---

---

---

---



## Conclusion du programme d'actions

☒ Réelle **mobilisation** des agriculteurs malgré un début difficile

☒ **Animation** de terrain importante

☒ **Baisse accentuée** des teneurs dans le Toison de certaines valeurs comme l'AMPA.

Les molécules « désherbages » maïs ou céréales sont toujours détectées lors des périodes de traitement. Leurs teneurs ont diminué.

☒ **Eau des puits AEP conforme** aux normes de potabilité depuis juin 2003.



Opération phytosanitaire du BV du Toison  
journée Agriculture et pollution diffuse - 23 mai 2006

58

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

## PROGRAMME D' ACTIONS PHYTOSANITAIRES sur le BASSIN VERSANT DU TOISON

### Bilan du SUIVI ANALYTIQUE Années 2003 à 2005



Opération phytosanitaire du BV du Toison  
journée Agriculture et pollution diffuse - 23 mai 2006

59

---

---

---

---

---

---

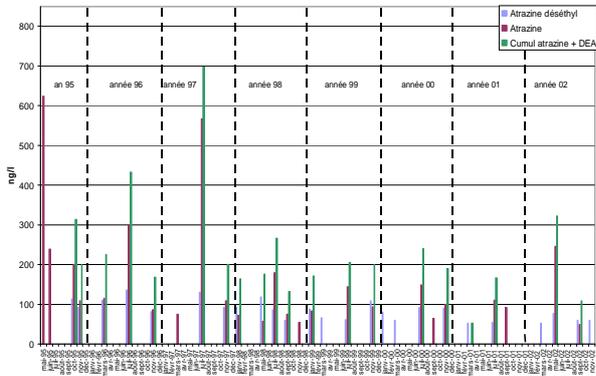
---

---

---

---

**Suivi analytique des puits AEP de VILLIEU LOYES MOLLON**  
**PUITS N°1 - mai 95 à sept 03** (pas de MA détectées après nov 02)  
Suivi réalisé par la DDASS01




---

---

---

---

---

---

---

---

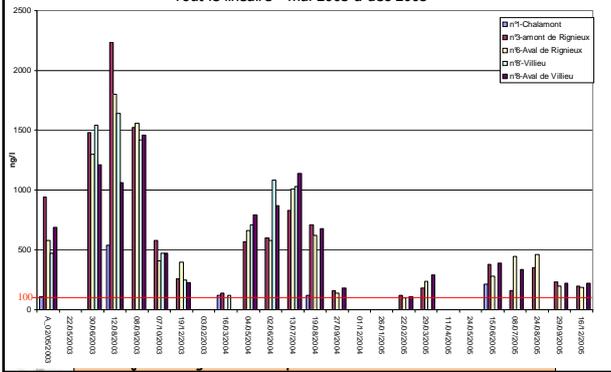
---

---



**Suivi analytique de la rivière LE TOISON**  
**Programme d'ACTIONS**

**Teneurs détectées en AMPA (LQ:100ng/l)**  
Tout le linéaire - mai 2003 à déc 2005



---

---

---

---

---

---

---

---







## DE PIL'AZOTE CANTON DE MORESTEL A PIL'AZOTE BOURBRE...

Colloque « agriculture et pollutions diffuses »  
Association Rivière Rhône Alpes,  
23 mai 2006

---

---

---

---

---

---

---

---

## DE PIL'AZOTE CANTON DE MORESTEL A PIL'AZOTE BOURBRE...



CD433 - colloque Association Rivière Rhône Alpes 23 mai 2006

---

---

---

---

---

---

---

---

### Pil'azote Canton de Morestel

- Opération initiée en 1992, lors du lancement du Contrat de Pays
- A l'initiative des élus et des agriculteurs locaux
- Pour prévenir les pollutions de l'eau par les nitrates d'origine agricole
- Face aux propositions classiques de traitement, de dilution, de raccordement de réseau... la Chambre d'agriculture de l'Isère propose d'adhérer à une démarche nationale : Fertimieux, de lutte contre la pollution en amont du captage.

CD433 - colloque Association Rivière Rhône Alpes 23 mai 2006

---

---

---

---

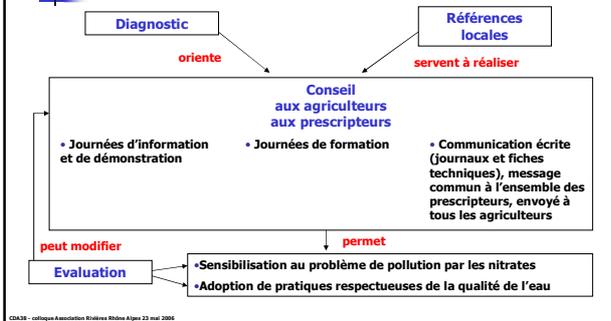
---

---

---

---

## Pil'azote Canton de Morestel une démarche de progrès




---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

## Pil'azote Canton de Morestel Diagnostic de 1992

- Situation pédologique, géologique et hydrologique très hétérogène sur le canton
  - Situation contrastée de la qualité de l'eau des captages
    - Sermérieu : un pic à 80 mg/l
    - Bouvesse : des teneurs variables oscillant entre 20 et 60 mg/l
    - Malville : autour de 20 mg/l
    - Veyrins Thuellin : moins de 10 mg/l
  - Activités domestique et agricole à l'origine des pollutions par les nitrates
    - Des systèmes de production à base de cultures de printemps du fait de l'introduction de l'irrigation, des élevages qui se concentrent...
    - Des pratiques agricoles « à risque » : non prise en compte de l'azote fourni par le sol, mauvaise valorisation des engrais de ferme, choix d'objectifs de rendement trop élevés...
- CD433 - cofisque Association Etienne Rhone Alpes 23 mai 2006

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

## Pil'azote Canton de Morestel Evaluations de 1996

- Des essais au champ qui ont permis d'acquérir des références et de bâtir un conseil adapté au contexte local
  - Un partenariat avec les prescripteurs locaux pour que soit diffusé ce conseil, commun à l'ensemble des interlocuteurs des agriculteurs
  - Des agriculteurs sensibilisés mais un changement de pratiques qui passe par le conseil individuel
  - Des premiers résultats positifs sur la qualité de l'eau sur des nappes petites et réactives, où les agriculteurs du bassin d'alimentation ont contractualisé des M.A.E.
  - Un partenariat fort établi au sein du monde agricole (instituts techniques, enseignement, organismes économiques...) ainsi qu'avec les collectivités, les administrations et organismes para-publics, les distributeurs d'eau, les associations...
- CD433 - cofisque Association Etienne Rhone Alpes 23 mai 2006

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---



## Pil'azote Canton de Morestel

### la charte « agriculture et protection des eaux »

- Proposée pour formaliser l'engagement des agriculteurs dans le changement de pratiques : raisonnement de la fertilisation, couverture du sol, manipulation des produits phytosanitaires, gestion des déchets, pilotage de l'irrigation.
- Aux agriculteurs cultivant dans les bassins versants des captages prioritaires (avec démarche collective de contractualisation M.A.E.), aux utilisateurs de matière organique, aux agriculteurs relais
- Résultats : une quarantaine de chartes signées en 4 ans sur le Canton de Morestel touchant 10 % des agriculteurs du canton et 30 % de la SAU , mais une démarche gourmande en temps pour une valorisation faible auprès des autres agriculteurs et du grand public

CDA38 - cofinancé Association Evénement Rhône Alpes 23 mai 2006

---

---

---

---

---

---

---

---



## Pil'azote

### Evaluations de 2002

- Réalisées par Contrechamp et l'ISARA pour apprécier l'impact des actions d'information et de sensibilisation d'une part, et de la charte d'autre part, sur l'évolution des pratiques agricoles
- Des agriculteurs inquiets sur l'avenir, ayant de la difficulté à gérer des procédures multiples (enregistrements, contrats...), qui n'ont plus aucune réticence pour reconnaître leur part de responsabilité dans la dégradation des ressources en eau et qui souhaitent une approche globale du problème, impliquant l'ensemble des usagers
- Une opération bien identifiée, dont le journal crée un lien
- Une charte appréciée mais mal valorisée collectivement et auprès du grand public, qui n'associe pas suffisamment les opérateurs économiques
- Des prescripteurs qui souhaitent poursuivre le partenariat avec la CDA38

CDA38 - cofinancé Association Evénement Rhône Alpes 23 mai 2006

---

---

---

---

---

---

---

---



## Pil'azote

### Réorientation des actions

- Elargissement du champ d'intervention à l'ensemble des pollutions diffuses d'origine agricole : nitrates et phytosanitaires
- Maintien du partenariat, y compris à l'échelle départementale pour orienter les actions « agriculture et protection des eaux »
- 3 échelles d'actions :
  - La zone vulnérable (directive nitrates)
  - Le bassin versant : Bièvre Valloire, 4 Vallées en amont de Vienne, Bourbre
  - Les captages définis comme prioritaires par le comité technique départemental en fonction des teneurs en nitrates et produits phytosanitaires, de la pérennité du captage, de la population desservie, du degré d'implication de l'agriculture dans les causes de pollution, de la réactivité de la nappe...

CDA38 - cofinancé Association Evénement Rhône Alpes 23 mai 2006

---

---

---

---

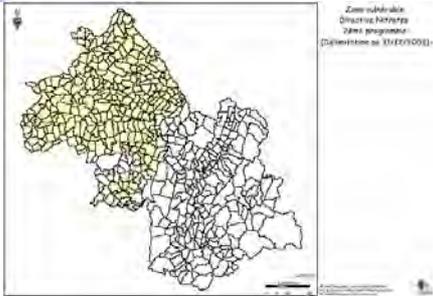
---

---

---

---

## Pil'azote en zone vulnérable



---

---

---

---

---

---

---

---

## Pil'azote en zone vulnérable

- Objectif : contribuer à l'application de la réglementation et mettre en œuvre des actions visant à préserver la qualité de l'eau
  - Actions :
    - Communication écrite (journal)
    - Communication événementielle (journée « Terre et eau »)
    - Information
    - Conseil en partenariat avec les organismes économiques
- CD433 - Colloque Association Evénement Rhône Alpes 23 mai 2006

---

---

---

---

---

---

---

---

## Pil'azote sur les bassins versants



---

---

---

---

---

---

---

---

## Pil'azote sur les bassins versants

- Objectif : limiter les fuites d'éléments polluants par la généralisation de pratiques respectueuses de la qualité de l'eau
- Actions :
  - Amélioration de la gestion de la matière organique et du pilotage de la fertilisation
  - Augmentation de la couverture du sol : co-gestion de la M.A.E. du Conseil Général de l'Isère sur l'implantation de C.I.P.A.N.
  - Limitation des risques de pollutions ponctuelles par les phytosanitaires, diffusion des « bonnes pratiques »
  - Implication dans les politiques territoriales locales

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

## Pil'azote sur les captages prioritaires

- Objectif : améliorer la qualité de l'eau
- Actions :
  - Mobilisation des acteurs locaux et création d'un comité de pilotage local co-présidé par un élu et un agriculteur
  - Délimitation d'un bassin d'alimentation préférentielle
  - Diagnostics hydrogéologique, des origines des pollutions, des pratiques agricoles en cause
  - Définition d'un plan d'actions comprenant un engagement contractuel (M.A.E., C.T.E., C.A.D., contrat direct avec la collectivité...) des agriculteurs sur une surface significative du bassin d'alimentation
  - Suivi annuel collectif des pratiques et de la qualité de l'eau (utilisation des données DDASS + CG38)

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

## Depuis 2003 : Pil'azote Bourbre Programme d'actions 2005

	Nb de jours	Coût HT	Préstations exécutées	C'est total (en euros)
Zone Vulnérable (13)	21	12 516	4 162,05	16 678,05
Bassin versant de la Bourbre	24	14 304	438,24	14 742,24
Captages de Bouvesse	16	9 536	432,53	9 968,53
Captage de Sarméieu	5	2 980	166,33	3 146,33
Captage du Vernay	20	11 920	1 438,76	13 358,76
Captage de Reyebert	14	8 344	1 014,46	9 358,46
Captage de St Romain	5	2 980	952,22	3 932,22
<b>TOTAL</b>	<b>105</b>	<b>62 580</b>	<b>8 604,59</b>	<b>71 184,59</b>

Agence de l'Eau	21 355,38	30%
Conseil général (enveloppe spécifique)	14 000,00	19,7%
Chambre d'Agriculture	10 732,70	15,1%
Contrat Global Isère-Perte des Alpes	5 838,00	8,2%
dont Région Rhône-Alpes	4 280,00	
dont Conseil Général	1 558,00	
Contrat Global La Bouche du Rhône en Dauphiné	8 955,52	12,6%
dont Région Rhône-Alpes	5 979,02	
dont Conseil Général	2 976,50	
Ville de Bourgoin-Jallieu	2 584,00	3,6%
CRDPPF	4 672,00	6,6%
Commune de Bouvesse	1 655,00	2,3%
Syndicat des eaux de Dolomieu Montcarna	1 358,50	1,9%
<b>Total</b>	<b>71 184,59</b>	<b>100%</b>

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---



## Pil'azote Boubre : quelle suite...

- 2007 : intégration plus forte dans les actions du SAGE, maîtrise d'ouvrage reprise par le SMABB
- Sources de financement ? Liens avec les procédures de développement territorial ?
- Emergence d'une autre échelle pertinente de travail : le sous-bassin versant comme la vallée de l'Hien par exemple
- Nécessité de travailler sur des solutions plus innovantes touchants à l'aménagement du territoire (notamment par rapport au thème des phytosanitaires)
- Généralisation de la maîtrise d'ouvrage des collectivités (*Cf appel à projets*) ; positionnement de la CDA38 en réponse à des appels d'offres sur des diagnostics, de l'expertise...

---

---

---

---

---

---

---

---





# Exemple de partenariat en Nord-Isère :

D'une approche sectorielle à une problématique de bassin  
Quel rôle pour les collectivités ? Quels moyens pour agir ?

Elisabeth GALLIEN - SAGE de la Bourbre



## Syndicat Mixte d'Aménagement du Bassin de la Bourbre

Journée technique – Agriculture et Pollutions Diffuses  
Elisabeth GALLIEN-Chargée de mission S.A.G.E

### POLLUTIONS AGRICOLES DIFFUSES

#### D'une approche sectorielle à une problématique de bassin

➤ Quel rôle pour les collectivités (Eau Potable/de bassin versant ?)

➤ Quels moyens pour agir ?

A partir de l'évolution de la problématique sur le bassin de la Bourbre, quelques réflexions transposables... mais des réponses qui doivent d'abord répondre au contexte et à l'historique local

---

---

---

---

---

---

---

---

## ETAPES IMPORTANTES

(à revoir en m'appuyant sur logique exposé Ch)

- Zone vulnérable nitrate
- De Pil'azote canton Morestel à Pil'azote Bourbre
- Retour d'expérience :
  - Stratégie sur captage AEP : efficacité variable selon qu'on est sur une aire d'alimentation vaste ou bien cernée
  - Mesures agri-environnementales/CAD/CTE : des limites sur la forme (crédits remis en cause) et le fonds (risque de saupoudrage malgré les bonnes intentions si on doit travailler sur de vastes aires d'alimentation)
  - Besoin d'agir à l'échelle de bassins versants à laquelle les moyens d'animation mis en œuvre à l'échelle des captages sont inappropriés (coûts efficacité)
  - Le Marché Local pour l'Environnement : à politique locale de l'eau, politique locale agricole ?



---

---

---

---

---

---

---

---

## 3 EXEMPLES : contexte géographique

- Carte enjeu nitrate eau souterraine
- Carte enjeu nitrates eau superficielle
- Carte enjeu atrazine/déséthylatrazine
- Carte géol

---

---

---

---

---

---

---

---

### Un exemple : le captage de Sermérieu

- Petite aire d'alimentation
- Mesures agri-environnementales pendant 5 ans, effet significatif sur les nitrates
- Arrêt des aides = arrêt des mesures ?

---

---

---

---

---

---

---

---

### Un exemple : captage de St Romain

- 5 ans de mesures agri-environnementales (enjeu nitrate)
- Pas d'efficacité sidérante (limite d'une politique qui reste volontariste... *sans trop d'implication de la collectivité... + question du contrôle ?*)
- Tout à faire sur les pesticides (*alors que actions possibles à bénéfice partagé pour les 2 enjeux ?*)

---

---

---

---

---

---

---

---

### Exemple : le captage du Vernay

- Diagnostic... des limites :
  - Captage opération pilote « CROPPP »
  - OK pour la partie pratiques agricoles ; sommaire pour la partie « transfert »...la science a ses limites
- Choix des mesures ... des limites :
  - Les mieux aidées CTE + CIPAN CG38
  - Toutes les parcelles pas éligibles
- Objectif de résultat ... incertain
  - La qualité des eaux « peut-être » autant liée aux pratiques de l'aire d'alimentation que l'ensemble des BV amont (diagnostic)
  - Opération locale agréée CROPPP car SAGE à la recherche d'une stratégie de bassin... sélectionnée dans le cadre de l'appel à projet dit « loi DTR »... Mais des questions (expériences à conduire) plus que des certitudes

---

---

---

---

---

---

---

---

## Progression de la réflexion

- Les moyens mis en œuvre à l'échelle des captages AEP – enjeu nitrate :
  - convient pour les captages d'aires d'alimentation limitée
  - Ne permettent pas une solution durable (réponse sensible aux programmes quinquennaux de subvention)...
- La montée en puissance de la problématique pesticide remet en cause l'approche éprouvée pour les nitrates
  - Jouer sur les pratiques ne suffira peut-être pas
    - Restaurer des éléments du paysage pour limiter les transferts?
    - Remettre en questions certaines cultures en certains lieux ?
  - Qui doit faire quoi ?

---

---

---

---

---

---

---

---

## Marché Local pour l'Environnement...

 Danielle LANQUETUIT  
Agronome Médiateur Environnement

- A la recherche d'une stratégie à l'échelle du bassin
- Une démarche pilote de concertation testée à l'échelle du bassin de la Bourbre amont
- Les pistes prospectées :
  - Ouverture individuelle des exploitants en terme de pratique raisonnée (visualisation carto de l'effet collectif)
  - Ouverture individuelle des exploitants en terme de modification de l'occupation des sols (reconversions prairies, haies et ripisylves) - (visualisation carto de l'effet collectif)
  - Mêmes questions dans l'hypothèse de
    - Maintien d'un équivalent fourrager
    - Valorisation des services indirects rendus par l'agriculture au territoire

---

---

---

---

---

---

---

---

## Conclusion

- Le doute évolue...dégageant de nouvelles pistes à explorer :
  - Ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain
  - Ne pas négliger toute nouvelle piste :
    - Liens évidents avec l'aménagement du territoire : à politique locale de l'eau, politique locale agricole...

---

---

---

---

---

---

---

---

## Conclusion

- Le doute évolue...dégageant de nouvelles pistes à explorer :
    - Ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain :
      - Cf. article A. Lacroix, F Bel, A Mollard et E. Sauboua – La territorialisation des politiques environnementales : le cas de la pollution nitrrique de l'eau par l'agriculture – Développement durable et territoires
    - Ne pas négliger toute nouvelle piste :
      - Liens évidents avec l'aménagement du territoire : à politique locale de l'eau, politique locale ~~agricole~~ **rurale**
      - Elargir la concertation et le champ de vision par la diversité de l'expertise :
        - Économique
        - Paysagère
- } Si ambition = trouver des solutions durables et pragmatiques

---

---

---

---

---

---

---

---

## Conclusion...

- Le doute évolue...dégageant de nouvelles pistes à explorer :
- Des nouvelles pistes qui induisent une évolution des rôles (ou réciproquement..) :
  - Chambre d'agriculture maître d'ouvrage à collectivité maître d'ouvrage... : une transition à réfléchir
  - Légitimité du gestionnaire AEP à besoin d'une logique de bassin (dont structures souvent créée autour de la rivière...) : des relations à réfléchir
  - Financements public « eau » à financement public « aménagement du territoire (CDRA, PSADER)» voire (Eau+milieu+agriculture)... des programmes à réfléchir.

---

---

---

---

---

---

---

---

## Conclusion... ..le casse-tête

- Le doute évolue...dégageant de nouvelles pistes à explorer :
- Des nouvelles pistes qui induisent une évolution des rôles (ou réciproquement..) :
  - Chambre d'agriculture maître d'ouvrage à collectivité maître d'ouvrage... : une transition à réfléchir
  - Légitimité du gestionnaire AEP à besoin d'une logique de bassin (dont structures souvent créée autour de la rivière...) : des relations à réfléchir
  - Financements public « eau » à financement public « aménagement du territoire (CDRA, PSADER)» voire (Eau+milieu+agriculture)... des programmes à réfléchir.

*Solution...la concertation élargie*

---

---

---

---

---

---

---

---

